

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES EXPORTATEURS ALGÉRIENS

L'Algérie doit renégocier l'accord d'association avec l'UE

P5

MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Nouvelles accréditations à des journalistes et correspondants étrangers

P3

VFS GLOBAL

Réception des demandes de visa d'entrée en France, dès le 2 septembre

P24



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Tendance baissière des contaminations

450 nouveaux cas, 373 guérisons et 10 décès

P3



1ER JOUR DE L'OUVERTURE DES PLAGES

Quelque 44 000 estivants aux plages d'Alger

Les services de la protection civile de la wilaya d'Alger ont enregistré une affluence de près de 44.000 estivants au niveau des plages autorisées à la baignade au 1er jour de l'entrée en vigueur de la décision des autorités publiques portant ouverture progressive des plages, des espaces de loisirs et de divertissements et des mosquées, indique dimanche le chargé de communication de ce corps.

Dans une déclaration à l'APS, le lieutenant, Khaled Benkhalfallah, a fait savoir que les services de la protection civile ont enregistré, durant le 1er jour de l'entrée en vigueur de la décision des autorités publiques portant ouverture progressive des plages, des espaces de loisirs et de divertissements et des mosquées, une affluence de 43.900 estivants au niveau des plages autorisées à la baignade (55 plages). Aucune noyade n'a été enregistrée, a-t-il précisé.

P2

PALESTINE

L'accord Israël-Emirats va "tuer" la solution à deux Etats

L'accord de normalisation des relations entre l'occupant israélien et les Emirats Arabes Unis va "tuer" la solution à deux Etats et ainsi éloigner la possibilité d'une paix israélo-palestinienne, a affirmé dimanche le secrétaire du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erekat. "Je crois sincèrement que cette étape (accord Israël/Emirats, NDLR) va tuer la solution à deux Etats, a déclaré M. Erekat lors d'une visioconférence avec des journalistes de la presse étrangère.

"Des gens comme Netanyahu et des extrémistes en Israël pensent donc que la solution à deux Etats n'est plus sur la table", a ajouté M. Erekat, qualifiant l'accord de "tentative désespérée" des Etats-Unis de sauver "le plan Trump" pour le Proche-Orient.

P15

Régions

MASCARA

126 millions DA pour l'aménagement de 13 cités d'habitation

P9

EL-OUED

89 antennes communales raccordées au réseau de fibre optique

P9

GOVERNEMENT

Conseil interministériel consacré à la rentrée

P3

FERHAT AÏT ALI (MINISTRE DE L'INDUSTRIE)

Deux grands constructeurs automobiles intéressés par l'Algérie

«Le ministère de l'Industrie a été utilisé pour détourner des milliards de dollars»

P2

BÉJAÏA

Plusieurs routes fermées par des citoyens

P3

Sport

LIGUE 1 - MC ALGER

Djabou ferme la porte à un départ

P13



CONSULAT
GÉNÉRAL DE
FRANCE À ALGER

Les Algériens en couple avec des Français autorisés à se rendre en France

Le Consulat général de France à Alger a annoncé hier qu'une autre catégorie d'Algériens est autorisée à séjourner pour une courte durée en France. Il s'agit de personnes qui sont en couple (sans mariage) avec un ressortissant français et cela depuis minimum 6 mois avant la fermeture des frontières. Pour pouvoir bénéficier de cette mesure dérogatoire, d'un séjour en France de courte durée, « les demandeurs devront faire la preuve que la relation existe depuis un minimum de 6 mois à la date de la fermeture des frontières (soit depuis au moins le 15 septembre 2019) constatée par des rencontres régulières entre les deux partenaires (sont exclues les relations virtuelles ou téléphoniques) » précise le communiqué du même Consulat. Par ailleurs, les demandeurs doivent présenter un plan de vol justifié par un billet confirmé aller-retour, c'est une condition importante pour avoir un avis favorable au laissez-passer. Cependant un visa de court séjour est exigé pour le cas des Algériens ainsi que les autres nationalités qui sont soumises à cette condition. Ainsi, « les demandeurs concernés devront être munis d'un laissez-passer et d'un visa ». La délivrance du laissez-passer exige de fournir une demande écrite des deux partenaires, avec leurs coordonnées complètes (dont le numéro de téléphone algérien et l'adresse électronique) et précisant la durée du séjour envisagé et une copie d'une pièce d'identité de chaque membre du couple et d'une preuve de nationalité française du partenaire français. Ils doivent aussi fournir la preuve de résidence en France pour le partenaire français et une copie de la page d'identité du passeport du demandeur étranger et de son partenaire français ainsi que celles qui permettent de constater l'existence d'activités communes au fil du temps (pages portant les cachets d'entrée et de sortie en France et en Algérie et/ou dans un pays tiers aux mêmes dates.) Les demandeurs résidant dans la circonscription du consulat général de France à Alger devront adresser leur dossier complet par voie électronique à l'adresse suivante : visas.alger-csl@diplomatie.gouv.fr. Après étude préliminaire, ce dossier sera transféré en France pour étude par les autorités compétentes qui délivreront ou pas un laissez-passer. Pour ce qui est de la demande de visa, la procédure ne se fera qu'après la délivrance du laissez-passer par la Cellule interministérielle de crise. Les personnes seront contactées directement par VFS Global pour l'obtention d'un rendez-vous. Avant le jour de rendez-vous, ils devront saisir leur demande en ligne depuis le site France-visas (<https://france-visas.gouv.fr/web/france-visas/>) et le jour du rendez-vous les demandeurs devront avoir un dossier complet à présenter.

R.N

FERHAT AÏT ALI (MINISTRE DE L'INDUSTRIE)

Deux grands constructeurs automobiles intéressés par l'Algérie

Alors qu'on attendait l'annonce du cahier des charges concernant les véhicules neufs, le ministre de l'industrie, Ferhat Aït Ali, s'est contenté de dire, « que le nouveau cahier des charges de fabrication de véhicules définira une véritable industrie mécanique en Algérie ».



L'invité de l'émission « Daif Essabah » de la chaîne I de la Radio nationale a souligné, par ailleurs, que deux grands constructeurs l'un d'Asie et l'autre d'Europe, ont exprimé leur souhait d'investir dans le domaine de la construction automobile. L'Algérie intéresse ces constructeurs asiatique et européen ; si l'on se fie aux propos du membre de l'Exécutif. L'orateur a insisté qu'il n'y aurait aucune concession ; sur le plan des conditions spécifiées en la matière. Le ministre de l'Industrie a notamment avancé le motif de la reprise ; de l'activité d'importer en Algérie des véhicules ; en provenance de pays étrangers. Selon lui, la raison du retour à l'importation de voitures est le besoin d'approvisionner le marché. Cette solution n'est que tempo-

raire puisqu'elle survient juste en attendant la mise en place d'une véritable industrie automobile dans notre pays. L'intervenant a, par ailleurs, expliqué que les nouveaux textes réglementaires et législatifs ne seront pas sujets à changement. Ce postulat est pris en considération, car ces textes

ne servent pas les intérêts de certaines parties, assure Ferhat Aït Ali, mais ils servent plutôt l'économie nationale de manière transparente et claire. Finalement, le ministre a noté qu'il y avait des attaques contre son ministère. Celles-ci intervenaient, d'après lui, à la suite du remanie-

ment des lois et des textes. Ces propos virulents ont atteint un haut degré de scepticisme et de calomnie, a précisé Aït Ali. Ces gens, a-t-il ajouté, travaillaient auparavant sur le détournement de fonds publics estimés donc à des milliards de dollars.

R.N

«Le ministère de l'Industrie a été utilisé pour détourner des milliards de dollars»

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, a déclaré, hier, que le ministère de l'Industrie avait été utilisé pour détourner les deniers publics en milliards de dollars. Le ministre a pointé du doigt des parties « internes et étrangères » qui font actuellement de la résistance aux réformes qui se font au niveau des secteurs sensibles. « Il y a de la résistance et des attaques féroces visant à semer le doute. A chaque fois que ces attaques se multiplient, nous confirmons que nous avons raison, parce que ce sont les coups durs qui créent ces réactions », a déclaré Ferhat Aït Ali sur les ondes de la radio Chaîne I. « Le ministère de l'Industrie a été utilisé pour détourner les deniers publics en milliards de dollars », a indiqué le ministre, ajoutant qu'« il y a des parties intérieures et étrangères, car, pour réaliser des opérations en dollars, il faut qu'il y ait des parties étrangères ». Selon Ferhat Aït Ali, « les attaques actuelles contre l'Etat et les secteurs sensibles » sont le résultat des changements de lois et la réglementation qui ont « fait mal » à ces parties.

1ER JOUR DE L'OUVERTURE DES PLAGES

Quelque 44 000 estivants aux plages d'Alger.

Les services de la protection civile de la wilaya d'Alger ont enregistré une affluence de près de 44 000 estivants au niveau des plages autorisées à la baignade au 1er jour de l'entrée en vigueur de la décision des autorités publiques portant ouverture progressive des plages, des espaces de loisirs et de divertissements et des mosquées, indique hier le chargé de communication de ce corps. Dans une déclaration à l'APS, le lieutenant, Khaled Benkhalfallah, a fait savoir que les services de la protection civile ont enregistré, durant le 1er jour de l'entrée en vigueur de la décision des autorités publiques portant ouverture progressive des plages, des espaces de loisirs et de divertissements et des mosquées, une affluence

de 43 900 estivants au niveau des plages autorisées à la baignade (55 plages). Aucune noyade n'a été enregistrée, a-t-il précisé. Selon le même responsable, un total de 16 interventions des éléments de la protection civile d'Alger a été enregistré, samedi, ayant permis de porter secours aux estivants victimes de risque de noyade ou de coups de soleil. A cette occasion, le lieutenant Benkhalfallah a appelé les citoyens à davantage de respect des gestes barrières en vue d'endiguer la propagation du covid-19 et de préserver leur santé et leur sécurité, outre les protocoles sanitaires pour protéger leurs familles. Par ailleurs, le même responsable a mis en garde contre la baignade au niveau des plages interdites à la baignade, insistant sur

l'impératif pour les citoyens de porter une bannette, de respecter la distanciation physique et faire preuve de vigilance, en garder un œil vaillant sur les enfants afin de les mettre à l'écart de tout risque de noyade ou de disparition. La direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger a mobilisé, au titre de la saison estivale 2020 qui intervient dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle en raison de la propagation du covid-19, "tous les moyens humains et matériels nécessaires", à savoir : agents, surveillants et plongeurs au niveau des plages ainsi que des bateaux de sauvetage et des ambulances, pour assurer la sécurité des estivants ", a rappelé M. Benkhalfallah.

R.N.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Tendance baissière des contaminations

450 NOUVEAUX CAS, 373 GUÉRISONS ET 10 DÉCÈS

Quatre cent cinquante (450) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 373 guérisons et 10 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.



Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 38 583 dont 450 nouveaux cas, soit 1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1370 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 27 017, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 26 wilayas ont recensé, durant

les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, alors que 22 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 40 patients sont actuellement en soins intensifs, à également fait savoir le Dr Fourar. Concernant le nombre des contaminations, il est à remarquer qu'il s'agit d'une tendance baissière depuis plusieurs jours. L'annonce de ce dernier bilan intervient un jour après la réouverture des mosquées et

lieux de détente. Cependant, il est très tôt pour crier victoire. Car il faut attendre au moins deux semaines pour voir l'évolution de la situation sanitaire. En tout cas, cela dépendra du comportement des citoyens et de leur degré de civisme. Le Dr Fourar a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique,

rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques, notamment avec la réouverture progressive, depuis samedi, des mosquées, des plages et autres espaces récréatifs et de divertissement. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

R.N

GOUVERNEMENT

Conseil interministériel consacré à la rentrée

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé samedi un Conseil interministériel, consacré à la rentrée scolaire, universitaire et formation professionnelle et des préparatifs des examens du Baccalauréat et du BEM, indique hier un communiqué des services du Premier ministre. Ont assisté à ce Conseil interministériel, les ministres en charge de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que les ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Habitat. Ont pris part également aux travaux de ce conseil les présidents des conférences des universités des régions centre, Est et Ouest, précise le communiqué.

Le Conseil a entendu les exposés des ministres, respectivement, de l'Éducation nationale, de l'Ensei-

gnement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Formation et de l'Enseignement professionnels concernant les préparatifs pour la prochaine rentrée 2020-2021. Il a également entendu une communication du ministre de l'Éducation nationale sur les préparatifs des examens du Baccalauréat et du BEM. Dans ce cadre, le Conseil a relevé "l'état d'avancement très appréciable des dispositions prises pour assurer les meilleures conditions pour la rentrée scolaire, universitaire et de formation professionnelle ainsi que les mesures arrêtées au titre du dispositif national d'organisation des examens des examens du Baccalauréat et du BEM avec tous les respects (sanitaire, sécuritaire, organisationnel et logistique)", ajoute la même source. À ce titre, le Conseil a passé en revue "les différents protocoles sanitaires adoptés par l'autorité sanitaire compé-

te, lesquels comportent l'ensemble des mesures de prévention et de protection contre la propagation de l'épidémie du coronavirus Covid-19, en insistant particulièrement sur la nécessité de leur mise en œuvre rigoureuse". Il a, par ailleurs, recommandé "la pleine implication des différents intervenants aux niveaux central et local ainsi que la participation directe des autres acteurs de la société civile et du mouvement associatif, particulièrement les représentations étudiantes, les associations des parents et les partenaires sociaux et ce, au titre de la sensibilisation, de l'accompagnement psychologique ainsi que dans tous les aspects organisationnels qui garantissent les conditions les plus favorables pour réussir la rentrée 2020-2021 et le déroulement des examens", ajoute la même source.

R.N

MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Nouvelles accréditations à des journalistes et correspondants étrangers

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, a remis de nouvelles accréditations au titre de l'exercice 2020, à des représentants de médias étrangers accrédités en Algérie, afin de leur permettre d'exercer leur travail dans le respect des règles de la profession. Dans une brève allocution prononcée à l'occasion, M. Belhimer a exprimé sa considération à l'égard de ces correspondants pour le "travail noble" qu'ils accomplissent aux fins d'établir des ponts de rapprochement des peuples, d'autant qu'ils constituent désormais "un trait d'union dans un monde qui s'érige en village". La remise de ces accréditations intervient dans le cadre de "l'ouverture sur la scène médiatique en Algérie, afin de permettre aux correspondants étrangers dans notre

pays d'exercer dans les meilleures conditions, dans le calme et en toute sérénité, conformément aux exigences de la profession", précise un communiqué du ministère de la Communication, "L'Algérie a reçu plusieurs demandes de la part de représentants de médias étrangers intéressés par la couverture des événements d'envergure nationale en Algérie", ajoute le communiqué qui précise qu'"une deuxième phase de remise d'accréditations aux représentants des médias étrangers en Algérie est intervenue en réponse à cette demande". Cette opération s'inscrit "en droite ligne avec les principes fondamentaux de la Constitution algérienne qui consacre le droit d'accéder à une information exacte à partir de sa source officielle et permet aux journalistes d'accéder à la source d'information,

et dans le respect total des lois de la République, de sa souveraineté, de sa stabilité et de sa sécurité générale, mais aussi dans le respect de l'éthique professionnelle, sans pour autant porter atteinte aux valeurs et composantes de la société algérienne, connue pour son hospitalité". Près de 20 correspondants ont reçu leurs accréditations, dont ceux des agences AFP et Reuters, de la chaîne Russia Today, la chaîne France 24, la chaîne Al Mayadeen et la chaîne Al Hadath. L'opération d'octroi d'accréditations aux représentants des médias étrangers en Algérie demeure ouverte à tous ceux intéressés par la couverture des activités et événements d'envergure à l'échelle nationale, conformément à la loi organique sur l'Information de 2012.

APS

Brèves

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'ambassadeur américain rend une visite d'adieu à Tebboune

Le président Tebboune évoque avec l'ambassadeur américain les questions bilatérales

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier à Alger l'ambassadeur des États Unis d'Amérique, John Desrocher, avec lequel il a évoqué les relations bilatérales et les questions qui touchent la région. "Nous avons abordé avec M. Le président les relations bilatérales et avons évoqué aussi des questions qui touchent la région", a indiqué M. Desrocher au terme de l'audience que lui a accordée le président Tebboune. "J'ai eu l'occasion de rencontrer le président Tebboune. J'ai été très ravi de cette réunion, de cette audience et en même temps triste, parce que c'est une visite d'adieu, je dois quitter l'Algérie. Avant tout, je dois remercier et exprimer ma gratitude au peuple algérien, qui a rendu mon séjour agréable ici, à tel point que je me sentais chez moi", a-t-il ajouté. "Je voudrais exprimer à tous les Algériens mes meilleurs sentiments car je me suis toujours senti chez moi, ici. Ils (les Algériens) ont été généreux et hospitaliers envers mon épouse et moi-même", a-t-il dit, confiant avoir pu visiter une grande partie de l'Algérie, lors des années passées dans le pays. "J'aurais l'occasion de revenir ici pour visiter ce qui reste", a également promis l'ambassadeur partant. Le diplomate américain rendait une visite d'adieu au président Tebboune au terme de sa mission en Algérie.

APS

JUSTICE

Belkacem Zeghmati préside la réunion du CSM

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a délégué la présidence de la réunion de demain du Conseil supérieur de la magistrature au ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati. Selon un communiqué du ministère de la Justice, la réunion du Conseil supérieur de la magistrature se tiendra aujourd'hui, en session ordinaire pour l'année 2020, et sera présidée par Belkacem Zeghmati, ministre de la Justice, garde des Sceaux, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, et cela sur autorisation du président de la République, qui est le président du Conseil supérieur de la magistrature. La réunion a lieu à partir de neuf heures du matin au siège de la Cour suprême.

BÉJAÏA

Plusieurs routes fermées par des citoyens

Plusieurs axes routiers ont été fermés, hier, par des citoyens protestataires au niveau de plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa. Les citoyens, en colère, réclament des projets de développement et l'amélioration des conditions de vie dans leurs localités. Ainsi, la RN9 reliant la wilaya de Béjaïa à l'Est du pays a été fermée à deux endroits. Au niveau de Thala Khaled dans la commune d'Aokas et du côté de l'entrée du tunnel de Kherrata. Les citoyens de Thala Khaled réclament notamment le bitumage de la route qui mène à leur village. Sur les banderoles déployées, on peut lire : « On réclame le démarrage des travaux de bitumage au village Thala Khaled », « Non au blocage des projets », « Qui pour l'amélioration de nos conditions de vie », « on a maré des promesses sans lendemain ». Du côté de l'entrée du tunnel de Kherrata, aucune information n'a été communiquée sur les raisons du blocage de la route à ce niveau. Si la route a été ouverte à la circulation au niveau du tunnel de Kherrata, elle est restée bloquée du côté d'Aokas.

TIZI-OUZOU

Troisième lâcher de 500 perdrix Gambra à Boubhir%

Un troisième lâcher de 500 perdrix Gambra a été effectué hier à Boubhir dans la commune d'Iffigha, à 38 kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris du président de la Fédération de chasse de la wilaya, Arezki Aider. Selon M. Aider, cette opération est la dernière d'un programme de trois années entamé en 2018 et réalisé dans le cadre d'une convention signée entre la Fédération de chasse de Tizi-Ouzou, la conservation des forêts et le Centre cynégétique de Zerelda (CCZ), "visant la réhabilitation de la faune cynégétique par la reconstitution des populations de perdrix", a-t-il dit.

Ce troisième lâcher, effectué après une semaine de mise en volière d'acclimatation des perdrix, s'est déroulé en présence du directeur du CCZ, Saïd Khetaoui, et du représentant de la conservation des forêts de Tizi-Ouzou, le chef de service de la protection de la faune et de la flore, Mohand Skendraoui, a-t-on indiqué de même source. Faisant le bilan du premier lâcher effectué en 2018, Aider Arezki l'a qualifié de "positif", avec plus de 32 % de taux de réussite.

Après ce lâcher expérimental qui s'est déroulé sur trois ans, un bilan sera effectué vers février prochain, a ajouté M. Aider qui a évoqué la possibilité de réaliser d'autres lâchers sur deux années dans une autre région de la wilaya. Des sites seront proposés à une équipe scientifique du CCZ qui va en choisir un. Ce même responsable a indiqué qu'il est prévu un lâcher de faisans pour 2021, ajoutant que la Fédération travaille sur un projet de lâcher de mouflons et de cerfs, en collaboration avec la conservation locale des forêts.

R.N

FORÊTS (LIÈGE)

Une récolte de 80 000 quintaux prévue pour la campagne 2019-2020

Une récolte de près de 80 000 quintaux de liège est prévue au terme de la campagne 2019-2020, contre 59 607 quintaux réalisés durant la campagne précédente, a affirmé hier le directeur général des forêts (DGF), Ali Mahmoudi.



"Depuis le lancement de cette campagne le 15 juin dernier et jusqu'à la première semaine du mois d'août courant, une quantité de 36 800 quintaux a déjà été récoltée, contre 29 000 quintaux à la même période de l'année précédente, a précisé M. Mahmoudi dans un entretien à l'APS. Il a expliqué que, théoriquement, la récolte du liège se poursuit jusqu'à mi-septembre prochain, sauf en cas d'imprévu majeurs tels les grosses chaleurs, les feux de forêts ou encore les averses. "Dans de telles conditions, le liège levé recolle au tronc et ne peut être prélevé, ce qui nous oblige d'interrompre la récolte dans les endroits touchés par ces incidents pour la reprendre l'année d'après", a indiqué M. Mahmoudi. La production moyenne de l'Algérie en liège se situe autour de 60 000 quintaux par an, a-t-il fait savoir, affirmant l'existence de 22 wilayas productrices à travers le pays. La

levée du liège (prélèvement de l'écorce de l'arbre du chêne-liège) se fait avec des rotations de 9 à 12 ans sur des arbres adultes, a-t-il encore détaillé. Le premier responsable de la DGF a affirmé qu'une partie de la production nationale était destinée au marché extérieur après sa transformation, en précisant que l'exportation de liège brut est interdite par la loi. L'exploitation, le ramassage, la transformation et la vente du liège domanial est assuré par le Groupe génie rural (GGR) et ses six filiales (ERGR) qui agissent à travers les différents régions du pays, précise le même responsable. La grande partie de la récolte est utilisée comme matière première pour la fabrication de panneaux d'isolation thermique et sonore. "Certes, la production locale de liège ne peut pas répondre aux besoins du secteur du bâtiment, néanmoins la DGF a proposé au ministère de l'Habitat de réserver

cet isolant écologique pour les établissements sensibles tels les écoles, les crèches ou les hôpitaux", a-t-il dit. Il a fait constater que les entrepreneurs optent pour le polystyrène pour leurs travaux d'isolation car il est beaucoup moins cher que le liège qui est une matière bio rare. Mais les particuliers, qui travaillent pour leur compte, utilisent les panneaux d'isolation en liège. Quant aux surfaces occupées par le chêne-liège dans les régions de production, le directeur général de la DGF affirme qu'elles ont considérablement diminué en passant de 450 000 hectares à 200 000 hectares. Il a attribué ce déclin important de ce patrimoine écologique à forte potentialité économique à la décennie noire durant laquelle les subraies ont été lourdement touchées. Il a également évoqué les feux de forêts et l'exploitation illicite des jeunes arbres provoquant leur mort. Pour

réhabiliter les forêts des chênes liège endommagés, M. Mahmoudi a fait part d'un projet de coopération que l'Algérie avait conclu avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du développement durable. Le projet concerne trois wilayas pilotes productrices à savoir Jijel, Bejaïa et Tlemcen pour lesquelles l'Organisation onusienne proposera des solutions de réhabilitation de subraie. Le premier responsable de la DGF évoquera, d'autre part, la problématique des bois et surfaces de chênes liège appartenant aux privés qui sont à l'abondance faute de permis d'exploitation. "Ces terres sont dans l'indivision, a-t-il fait constater, en appelant leurs propriétaires à régulariser leurs situations juridiques pour se faire délivrer des actes leur permettant l'exploitation régulière et réglementée de leur liège.

APS

CONSTANTINE

Collecte de 1,72 million de quintaux de céréales par la CCLS

Une quantité de 1,72 million de quintaux de céréales, a été collectée par la coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Constantine, au titre de la campagne moisson battage de la saison actuelle, a-t-on appris hier du directeur de cette coopération, Hocine Bouzaher. Dans

une déclaration à l'APS, le même responsable a détaillé à ce propos que la production recensée jusqu'à présent est constituée de 1,27 million de qx de blé dur, de 438.470 six de blé tendre, de 707,50 qx d'orge et de 530,80 qx d'avoine. La production collectée dans la wilaya représente plus de 95 % de la récolte globale enre-

gistrée à travers les différentes communes, ayant dépassé 2 millions de quintaux, dénombrés au titre de la campagne moisson battages 2019-2020, qui vient d'être achevée, a-t-il précisé. Dans la wilaya de Constantine, quinze (15) points de stockage d'une capacité totale de près de deux (2) millions de qx, sont ac-

tuellement disponibles pour assurer l'opération de collecte de la production céréalière qui se poursuivra "jusqu'à la fin du mois de septembre prochain", a déclaré le même responsable. Le nombre de céréaliculteurs, qui a bénéficié du crédit R'fig, au titre de cette campagne moisson-battage qui vient d'être achevée, a

atteint 1 589 agriculteurs, a relevé la même source. Pour rappel, plus de 400 moissonneuses-batteuses ont été mobilisées afin de garantir le bon déroulement de cette campagne de récolte qui a ciblé plus de 90 200 hectares répartis sur les communes de la wilaya.

R.N

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
DES EXPORTATEURS ALGÉRIENS

L'Algérie doit renégocier l'accord d'association avec l'UE

Le président de l'Association des exportateurs algériens, Ali Bey Nacéri, a révélé hier que sur onze années, les exportations de quatre pays de l'Union européenne vers l'Algérie (Allemagne, France, Espagne et Italie), « se sont chiffrées à environ 250 milliards de dollars, contre à peine 14 milliards de dollars pour cette première ».



S'exprimant lors de l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, il a affirmé que la mauvaise application de l'Accord d'association de l'Union européenne a donc, tout naturellement, amené l'État algérien à réclamer sa révision, sur la base du principe gagnant-gagnant.

Pour Ali Bey Nacéri il est nécessaire de revoir le contenu de cet accord, élaboré en 2002, « manquant d'équilibre », à un moment où l'Algérie « était confrontée à une situation politique extrêmement difficile ».

Le président de l'Association des exportateurs algériens souligne que des articles de cet accord « sont pénalisant » pour le partenaire algérien. Il cite à titre d'exemple l'article 34 relatif à la compensation signifiant que si on protège un produit, on est dans l'obligation de le compenser, « ce qui n'a jamais été fait ».

Il dira que l'Europe gagnerait à avoir une vision stratégique concernant l'approche de ses relations avec l'Algérie dans tous les domaines, et à ne pas s'en tenir aux seuls aspects commerciaux.

En 2010, des suites d'une baisse importante de ses exportations, l'Algérie avait demandé un « deal »

de trois ans, pour rendre son industrie plus compétitive seulement, « rien n'a été fait » a-t-il rappelé. Et d'ajouter que le partenaire européen n'a pas donné à l'outil algérien l'occasion de se mettre à niveau.

Par ailleurs, l'invité de la radio nationale, juge comme « pas normal » que le pays importe des produits dérivés de la pétrochimie, relevant au passage son abandon d'un « gros projet », lancé en 2007, produisant pour 10 milliards de dollars et « abandonné peu après ».

M. Ali Bey estime, également, « pas normal » que l'Algérie n'exporte pas des services alors que, « notre voisin de l'Ouest exporte pour 8 milliards de dollars et celui de l'Est pour 5 milliards de dollars ». Nous importons, cependant « pour 15 milliards de dollars », entièrement à la charge de l'État.

Pour illustrer ce déséquilibre, il a évoqué un seul produit à savoir la filière sucre. Le président de l'Association des exportateurs algériens a rappelé que le pays dispose d'un contingent de 150.000 tonnes/an, exonérées en principe des droits de douane. Or, observe-t-il, l'absence d'exonération de ce droit par l'UE s'est soldée par la perte pour

le Trésor algérien, de quelque 202 milliards de dollars. Ce constat étant fait, Ali Bey Nacéri a appelé à renégocier l'accord d'association avec l'UE relatif aux produits alimentaires dont l'Algérie, déclare-t-il, peut prétendre recevoir des investissements et qui, « pour le moment ne représentent qu'un pour cent de notre production agricole ».

Pour l'invité, « il est temps de faire un diagnostic stratégique », avec l'UE et les experts algériens pour déterminer les secteurs à même de permettre de nous intégrer dans la chaîne des valeurs économiques régionales. Rappelant que l'accord global d'association avec l'Union européenne comporte des volets économiques, mais également politiques, sécuritaires et culturels, celui-ci souligne que l'Europe a « tout intérêt » à avoir un partenaire « fort », le partenariat n'étant pas une simple question d'intérêts étroits « de certains pays et de certaines filières ». D'autre part, pour M. Nacéri, « l'État ne doit plus parler avec lui-même ». Il est impératif, indique-t-il, d'impliquer désormais le secteur économique productif national dans toutes les négociations qu'il entreprend avec des partenaires étrangers.

Idir.D

Brèves

GAZ

Ankara annonce une extension de ses recherches en Méditerranée

La Turquie a annoncé dimanche qu'elle allait prolonger ses recherches de gisements gaziers dans une zone disputée de la Méditerranée orientale, faisant fi des appels de l'Union européenne à la désescalade. Dans une notice maritime (Navtex) publiée dans la nuit de samedi à dimanche, la marine turque indique que le navire de forage Yavuz, déployé au large de Chypre depuis plusieurs mois, mènera des recherches au sud-ouest de l'île du 18 août au 15 septembre. "Nous déconseillons fermement de se rendre dans la zone de recherche", met en garde la marine turque dans ce message.

L'annonce de l'extension de ces opérations intervient dans un contexte de tensions croissantes en Méditerranée orientale, où la découverte ces dernières années d'importants gisements gaziers a aiguisé l'appétit de la Turquie. La semaine dernière, Ankara a déployé le navire de recherche sismique Oruç Reis, escorté par des bâtiments de guerre, dans une zone revendiquée par la Grèce, suscitant la colère d'Athènes et la préoccupation de l'UE.

L'Oruç Reis, qui a été déployé entre Chypre et l'île grecque de Crète, doit mener ses opérations jusqu'au 23 août. Vendredi, les ministres des Affaires étrangères des pays européens ont affiché leur solidarité avec la Grèce, appelant à la désescalade.

ENTREPRISE

7 sociétés de bourse cotées en Chine dans le top 10 mondial 2020

Sur les 10 plus grandes sociétés de bourse au monde, au regard de leurs valeurs boursières, 7 sont chinoises, selon de récentes informations rapportées par Bloomberg. Ces entreprises sont soit des banques ou des sociétés d'investissement, soit des firmes de courtage, à travers lesquelles toutes les personnes physiques ou morales qui le souhaitent, peuvent acheter et vendre des produits financiers, comme les actions, les obligations et autres dérivés.

Dans un classement mondial qui est dominé par 2 institutions américaines (Morgan Stanley et Goldman Sachs), les entreprises chinoises CITIC Securities et CSC Finance se bousculent à la troisième et la quatrième place, en termes de valorisation boursière. La crise économique mondiale provoquée par le coronavirus et la tendance haussière des marchés boursiers observée en Chine depuis 2015, ajoutées à la récente hausse des volumes de transactions boursières dans le pays, ont permis à Huatai Securities Co. et Haitong Securities Co. de monter dans le classement, terminant septième et huitième.

Les autres entités de l'Empire du milieu présent dans le top ten sont, Citic Securities (4e), East Money Information (6e), China Merchants Securities (9e) et Guotai Junan Securities (10e). La communauté des investisseurs internationaux et chinois, parie désormais sur une possible fusion entre CITIC et CSC Finance, dans le cadre de la concurrence que se livrent les bourses chinoises et Wall Street. Cette combinaison donnerait naissance à une société évaluée à près de 105 milliards \$, surpassant même Morgan Stanley et Goldman Sachs Group, selon les données compilées par l'Agence Ecofin.

MINISTÈRE DU COMMERCE

Mesure réglementaire pour encadrer l'exportation vers les pays voisins

Une nouvelle mesure réglementaire a été prise au profit des opérateurs économiques afin d'encadrer les opérations d'exportation vers les pays voisins (Mali, Niger et Mauritanie), a indiqué samedi un communiqué du ministère du Commerce.

"Le ministère informe l'ensemble des opérateurs économiques assurant des opérations d'exportation vers les pays voisins, le Mali, le Niger et la Mauritanie, qu'une nouvelle mesure réglementaire a été prise à l'effet d'encadrer ces opérations en garantissant le transport des produits exportés par le groupe de transport des

marchandises et de logistique (Logitrans), jusqu'au point kilométrique (0) sur les frontières avec chaque pays, pour qu'il soit un point de transit et de réception de marchandises par la partie importatrice des pays voisins, et ce dans le respect total de toutes les mesures de prévention et de protection contre la propagation du Coronavirus, édictées par les pouvoirs publics", a précisé le communiqué.

En ce qui concerne les opérateurs économiques qui utilisent leurs propres moyens pour le transport des marchandises destinées à l'exportation, ajoute la source, "ils sont tenus de respecter strictement

toutes les mesures sanitaires de protection contre la propagation du Coronavirus, notamment après la livraison des marchandises à l'intérieur des pays importateurs".

Afin d'éviter toute entrave pouvant avoir des répercussions négatives sur le bon déroulement de ces opérations, le ministère appelle chaque opérateur économique à informer l'importateur de la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires à la réception de marchandises exportées au niveau des points frontaliers à fixer à cet effet.

R.E

Brèves

VACCIN CHINOIS
Les essais présentent des résultats prometteurs

Un vaccin contre le COVID-19 développé par la Chine est sûr et génère une réponse immunitaire, selon les données des essais cliniques publiés dans le Journal of the American Medical Association cette semaine, rapporte dimanche l'agence Chine Nouvelle. L'article a fourni une analyse provisoire des essais cliniques de phase 1 et de phase 2 d'un vaccin inactivé contre le COVID-19 mis au point par l'Institut des produits biologiques de Wuhan dépendant du China National Biotech Group (CNBG), affilié à Sinopharm, et l'Institut de virologie de Wuhan dépendant de l'Académie des sciences de Chine. Ces recherches portent sur 320 volontaires en bonne santé âgés de 18 à 59 ans, dont 96 ont participé à des essais cliniques de phase 1 et 224 à des essais de phase 2. Les résultats montrent que le vaccin a efficacement induit des anticorps neutralisants chez les volontaires et démontré une bonne immunogénicité (capacité d'une substance à déclencher une réponse immunitaire). Le document de recherche a également évalué la sécurité du vaccin, indiquant qu'aucune réaction indésirable grave n'avait été observée. L'effet indésirable le plus fréquent était une douleur au site d'injection, suivie d'une fièvre, toutes deux légères et auto-limitatives.

R.N

MINISTRE INDIEN DE LA SANTÉ

Les personnels au front seront les premiers à bénéficier du vaccin

Le ministre indien de la Santé, Ashwini Kumar Choubey a déclaré samedi que les personnels menant la lutte contre le Covid-19 seront les premiers à bénéficier du vaccin sur lequel des scientifiques indiens travaillent d'arrache-pied. "Trois vaccins contre le Covid-19 sont à différents stades de test. Si nous réussissons à obtenir un vaccin, nos guerriers engagés contre le Covid-19 seront les premiers à le recevoir", a affirmé le responsable indien lors d'une déclaration à la presse en marge des célébrations du Jour de l'Indépendance.

M. Choubey a également mis en avant le projet national de santé numérique dévoilé par le Premier ministre, Narendra Modi dans son discours prononcé à cette occasion. "C'est une journée historique pour le secteur de la santé du pays. A l'occasion de notre fête de l'Indépendance, ce nouveau projet entraînera un changement général dans le domaine de la santé", a considéré M. Choubey. Samedi, le Premier ministre indien a dévoilé un ambitieux projet de santé numérique qui prévoit de doter chaque Indien d'une carte d'identité sanitaire qui lui facilitera l'accès aux services médicaux. "La carte portera les antécédents médicaux du patient, dans la mesure où le médecin pourra accéder aux informations préalables sur notamment les maladies et le traitement suivi", a expliqué M. Choubey. Le PM indien a par ailleurs annoncé que l'Inde compte produire en masse le vaccin Covid-19 une fois que les scientifiques donneront le feu vert. Selon un dernier bilan officiel, l'Inde compte un total de 2,5 millions de cas Covid-19 dont 1,7 rémissions et 50.096 décès.

R.N

MAROC

La situation épidémiologique suscite l'inquiétude

Depuis plus de deux semaines, le bilan quotidien des contaminations au COVID-19 au Maroc est passé au-dessus de la barre des 1.000 cas, le nombre des cas graves et critiques explose, celui des personnes sous respiration artificielle ne cesse d'augmenter alors que le nombre de décès enregistre un record tous les jours, ont rapporté des médias.

Cette situation inquiétante a interpellé le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Lors d'une visioconférence tenue jeudi dernier depuis Genève, Tedros Adhanom Ghebreyesus a affirmé que "le nombre de cas de contaminations et de décès au Maroc reste faible en comparaison avec d'autres pays, mais la tendance est à la hausse". "La situation deviendra plus grave si cette tendance haussière se poursuit", a-t-il averti, appelant les autorités marocaines à "faire plus" pour inverser cette tendance et à "être plus fermes" dans les mesures prises pour endiguer la pandémie.

Il faut dire que le Royaume a enregistré mercredi dernier un record en termes de nouvelles contaminations, avec 1.499 nouveaux cas. Un autre triste record a été enregistré jeudi avec 28 nouveaux décès.

Le nombre de contaminations a atteint des proportions alarmantes. Le système de santé est dépassé, le ministère de tutelle multiplie l'ouverture de nouvelles unités de soins. De leur côté, les autorités locales cadent dans les quartiers entiers dans les villes le plus touchées par le virus. Sauf qu'aujourd'hui, le nombre de personnes contaminées se compte non plus en dizaines, mais en centaines.

Depuis le début de la deuxième étape du déconfinement, le 24 juin dernier, la situation épidé-



miologique dans le Royaume a complètement changé en ce sens que l'indice de propagation du virus ne cesse d'évoluer et le gouvernement n'arrête pas de tirer la sonnette d'alarme, affirmant à chaque fois que la situation est "inquiétante".

Force est de constater que la poussée record des contaminations et des cas critiques liés à la pandémie du COVID-19 depuis que le Royaume a décidé de déconfiner la population, est en train de ruiner tous les efforts auparavant consentis par les autorités.

Et au regard de la situation actuelle, l'on est en mesure de s'in-

terroger sur l'utilité de toutes les mesures restrictives qui avaient été prises et auxquelles la population avait adhéré avec civisme, patriotisme et un haut degré de responsabilité. Le constat, aujourd'hui, est amer. Entre le 3 et le 14 août, le Maroc a recensé 13.704 nouvelles contaminations au COVID-19 et 229 décès, portant le bilan total des cas confirmés à 39.241 pour 611 décès. Une situation qui explique, également, le sérieux camouflet essuyé par le Royaume de la part de l'Union européenne. Car, depuis le vendredi 7 août, le Maroc a été retiré de la liste des pays exemptés de restrictions de voyage à cause d'une re-

crudescence des cas de contagions par le COVID-19. Le constat non souhaitable de l'explosion subite des cas de contamination a amené le ministère de tutelle à changer de ton, exprimant vertement son inquiétude quant à l'évolution de la pandémie au Maroc. Le ministère avait même laissé entendre que si la situation se dégradait encore, elle deviendrait vite incontrôlable. Au niveau international, le Royaume devient ainsi 61e mondial en nombre de décès et 58e en termes de contaminations. A l'échelle du continent africain, le Royaume est maintenu à la 6ème place.

R.N

RUSSIE

Lancement de la production de vaccins

La Russie a lancé la production de ses premières séries de vaccins contre le COVID-19, a annoncé son ministre de la Santé samedi. Le président russe Vladimir Poutine a annoncé mardi le dépôt du premier vaccin contre le COVID-19, Sputnik V, qui a été bapt-

isé comme le premier satellite spatial lancé par Moscou en 1957. Le vaccin a été élaboré par l'Institut Scientifique de Recherche d'Epidémiologie et de Microbiologie Gamaleya, un institut médical situé près de Moscou. La Russie proposera son vaccin aux autres pays une fois seule-

ment que tous ses citoyens auront été vaccinés, a déclaré mercredi le ministre russe de la Santé Mikhaïl Mourchko. Jusqu'à présent, la Russie a recensé un total de 917.884 cas de coronavirus, dont 15.617 décès et 729.411 citoyens guéris.

R.N

TUNISIE

Enregistrement du nombre de cas quotidien le plus élevé depuis le 2 mars

La Tunisie a signalé samedi 120 nouveaux cas confirmés de COVID-19 dont un car mortel, soit le bilan quotidien le plus lourd depuis le début de l'épidémie, le 2 mars dernier, a indiqué le ministère tunisien de la Santé. Parmi ces nouveaux cas positifs figurent 116 cas de contamination

communautaire locale et 4 cas importés, ce qui porte à 2.023 le nombre total des cas confirmés dans le pays. Le bilan fait état de 54 décès dus au nouveau coronavirus et de 1.327 guérisons alors que 642 personnes portent toujours le virus, dont 24 hospitalisées. Les statistiques du ministère

tunisien de la Santé montrent une propagation du virus en particulier à Gabes (sud-est) et Kairouan (centre). En effet, les autorités sanitaires locales ont pu détecter 85 cas d'infection locale à Gabes et 17 autres à Kairouan au cours des dernières 24 heures. Le décès supplémentaire a été signalé dans la

province de Monastir (côte est du pays). A noter que le ministère tunisien de la Santé vient de réaliser 1.494 analyses virologiques pour porter à 111.517 tests de dépistage depuis la découverte du premier cas importé.

R.N



TIPAZA

Le ministre des Travaux publics inspecte nombre de projets

Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali a effectué samedi une visite de travail dans la wilaya de Tipasa pour inspecter certains projets relevant de son secteur. M. Chiali a entamé sa visite par la mise en service de la pénétrante reliant la ville de Cherchell à l'autoroute Tipasa-Alger (3 km), où il a évoqué les questions techniques liées à cette struc-

ture ainsi que son importance pour les habitants de la région. Le ministre a inspecté, par la même, le parachèvement des travaux de confortement des talus de la ville de Tipasa.

Il a affirmé dans ce contexte que l'Algérie regorge d'énormes atouts la qualifiant à réaliser ce genre de projets par des entreprises nationales ayant relevé le défis et adopté une approche écologique et économique, à l'image de l'éclairage public à

travers l'énergie solaire outre les espaces verts réalisés tout au longs de ces talus. Lors de sa deuxième halte, M. Chiali s'est enquis du taux d'avancement des travaux du point d'évitement de la ville de Cherchell (17 km).

La livraison du projet doit avoir lieu au délai imparti, soit avant le mois de novembre, compte tenu de l'importance du projet, a-t-il insisté. En marge de sa visite, le ministre des Travaux publics a

fait état de l'élaboration du dossier de réalisation du Port d'El Hamdania conformément aux instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune émises lors du Conseil des ministres tenu fin juin dernier.

Il a fait savoir que ses services ont pris attache avec des entreprises de réalisation et que le dossier sera présenté au Président de la République fin septembre.

Brèves

TIARET (HÔPITAL "YOUCEF DAMERDJI")

Reprise des activités du service de radiologie

Le service de radiologie de l'hôpital "Youcef Damerdjji" de Tiaret a repris ses activités, après sa fermeture au mois de mars dernier suite à l'apparition de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris du directeur d e l'hôpital, Sofiane Kaid Amar.

Le service a été rouvert pour assurer diverses prestations dont l'IRM, a indiqué le même responsable, expliquant que "la fermeture du service de radiologie est due à la désignation de l'hôpital pour l'accueil des malades atteints du Covid-19, depuis l'apparition du premier cas dans la wilaya".

Le service de radiologie ne faisait pas partie des structures qui accueillait des malades atteints du Covid-19 tout comme le service de chirurgie générale, qui restait ouvert pour recevoir les patients nécessitant des interventions urgentes. Le directeur de l'hôpital a, en outre, rappelé que les services affectés à l'accueil des malades atteints du Covid-19 ont été isolés des services de chirurgie générale et de radiologie. Deux entrées distinctes et séparées leur ont été attribuées et les visites ont été réduites.

EL KHIDR ET BENHADJAM (EL BAYADH)

Une caravane de solidarité en faveur des zones d'ombre

Une caravane de solidarité a été initiée, samedi, au profit des habitants des zones d'ombre d'El Khidr et Benhadjam, relevant de la commune d'El Mahara (sud d'El Bayadh), a-t-on appris du directeur de l'action sociale et de la solidarité par intérim, Abdelli Nouredine. L'opération, menée en coordination avec la DAS et l'Association de wilaya pour la promotion de la santé et des soins aux patients, vise la distribution de denrées alimentaires, de couvertures et de matelas à une cinquantaine de familles nécessitées de ces deux zones d'ombre de la wilaya en plus de l'octroi de divers appareils pour les personnes âgées et les personnes aux besoins spécifiques. Le président de l'Association de wilaya pour la promotion de la santé et des soins aux patients, Zighem Abdelkader, a indiqué que cette initiative est la deuxième du genre après celle qui a touché la zone de Dir-Hassiana, dans la commune de Sidi Teïfour. La caravane est accompagnée de quatre médecins spécialistes et de six autres généralistes, en plus de sages-femmes. Ces praticiens assureront des examens médicaux pour prendre en charge les différents cas de malades et les orienter vers différents établissements de santé. Cet élan de solidarité enregistre la participation des services des deux agences locales de la CNAS et de la CASNOS afin de se rapprocher des assurés de ces zones reculées de la wilaya.

SÉTIF (OUVERTURE DES CAFÉS)
Nécessité du respect du protocole de prévention

Plusieurs cafés ont rouvert tôt samedi leurs portes à Sétif accueillant les premiers clients après plusieurs mois de fermeture dans un respect du protocole sanitaire de prévention de la Covid-19, recommandé par les autorités publiques au titre de la décision de réouverture graduelle et contrôlée des plages, des espaces récréatifs et lieux de plaisance et de détente, des hôtels, cafés et restaurants et dans l'espoir d'un retour à la vie normale.

Le passant empruntant aux premières heures de ce samedi l'avenue Saal Bouzid du centre-ville de Sétif pouvait visiblement observer que plusieurs cafetiers ont levé rideau en prenant toutefois la précaution de réduire le nombre habituel de tables et en prenant des dispositions devant assurer l'observation des mesures de distanciation en vue d'éviter l'éventuelle propagation de l'épidémie du Covid-19.

Jusqu'à 10h00, l'affluence vers ces lieux habituellement très fréquentés était tout juste moyen avec en l'absence quasi-totale des séniors qui semblent préférer la prudence et siroter leur café à domicile dans une sécurité totale.

Cette réouverture même partielle incluant les restaurants a fait retrouver au centre-ville une certaine vitalité augurant d'un retour graduel à la normale dans une cité où les rencontres entre amis dans les cafés constituent un "must" du rituel quotidien des habitants notamment lorsqu'il s'agit de suivre un match de foot télévisé de leurs clubs préférés. Dans les cafés les plus fréquentés des quartiers à l'instar de celui El Fadjr à la cité "El Hachemi", de celui des Frères Abbas de la cité "Les tours" ou d'Atlantis de la cité Ennakl El Beri, la reprise a été plutôt calme au milieu d'une observation palpable des dispositions préventives.

Farès travailleur dans un café a déclaré à l'APS avoir attendu avec patience la décision de réouverture surtout avec la baisse du nombre de cas de coronavirus dans la région.

Il a souligné que la fermeture



pendant plusieurs mois des cafés lui a été "préjudiciable" même s'il a pu trouver un travail alternatif dans un espace commercial voisin. La même joie est partagée par les autres travailleurs des cafés et restaurants et même leurs propriétaires dont nombreux ont dû travailler au noir, rideaux baissés, pour subvenir aux charges de leurs familles avec tous les risques encourus dont la fermeture définitive et le retrait du registre de commerce, a précisé encore Farès. Pour préserver leur santé et celles des clients, les cafetiers accorderont beaucoup d'intention à l'hygiène, à la désinfection régulière et à l'interdiction d'accès aux clients ne portant pas des bavettes en plus du respect des règles de distanciation et de présentation

des gobelets à usage unique, a ajouté encore le même jeune. Habitué du même café, Tarek s'est dit heureux de pouvoir après plusieurs mois de privation s'asseoir à une table dans son café préféré pour siroter son "espresso" quotidien tout en lisant le journal. Il a appelé toutefois tous les citoyens à faire montre d'une observation stricte du protocole sanitaire pour préserver leur santé et celle des autres. Le chef de l'exécutif local, Mohamed Belkateb a relevé dernièrement l'importance du respect du protocole sanitaire par les cafetiers, restaurateurs et autres concernés par la décision de réouverture partielle, insistant sur la fermeté dans la sanction des contrevenants incluant la ferme-

ture immédiate, ont indiqué les services de wilaya. Au cours d'une réunion tenue à la fin de la semaine avec la commission de sécurité pour débattre de la mise en œuvre de la réouverture partielle des mosquées, des espaces récréatifs et lieux de plaisance et de détente, des hôtels, des cafés et des restaurants, le wali a préconisé l'intensification des opérations d'inspection inopinées de contrôle de l'application du protocole préventif, est-il indiqué. Il a invité les citoyens à observer scrupuleusement les mesures préventives et contribuer aux actions de sensibilisation notamment dans les 231 mosquées qui ouvrent dès ce samedi leurs portes aux fidèles dans 51 communes de la wilaya.

CONSTANTINE/COVID-19 (CHU DR. BENBADIS)

1.827 hospitalisations depuis l'apparition de la pandémie

Au moins 1.827 hospitalisations de sujets suspects ou confirmés atteints de Covid-19 ont été assurées par le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis de Constantine depuis l'apparition de la pandémie à ce jour, a révélé samedi Dr. Lynda Chakmak, directrice des activités médicales et paramédicales auprès de cette infrastructure de santé publique. Relevant que le CHU de Constantine a été réservé, dans le cadre du plan de gestion de la crise du coronavirus, à la prise en charge des cas jugés "cri-

tiques" du coronavirus, notamment ceux présentant des comorbidités graves et chroniques, Dr. Chakmak a indiqué que le CHU Dr. Benbadis a dû "assumer" (de prendre en charge) des pics de 120 admissions par jour. "Les flux conséquents de cas atteints du coronavirus, conjugués au déficit qui était enregistré en matière d'approvisionnement en oxygène médical avaient mis à rude épreuve le professionnalisme du personnel soignant du CHU," a considéré la directrice des activités médicales et para-

Dr. Lynda Chakmak a également fait état d'une "diminution ces derniers jours" du nombre des consultations et hospitalisations de sujets atteints de la Covid-19 au CHU Dr. Benbadis, arguant que cette "stabilisation" sexuelle notamment par le respect des gestes barrières et le port de masque en particulier. Affirmant que cette infrastructure hospitalière dispose de tous les moyens humains et logistiques nécessaires pour faire face à la situation, la même responsable a rappelé l'achèvement de l'opération de réhabilitation du

réseau de distribution de l'oxygène médical du service Ibn Sina, ce permettra, a-t-elle dit, "d'assurer une oxygénothérapie pour 80 malades atteints de Covid-19 sans interruption ou baisse de pression en une seule solution (une seule conduite d'amenée d'oxygène médicale)." Au moins 264 lits, répartis sur le CHU-Dr Benbadis, l'hôpital El Bir, au chef lieu de wilaya, et l'hôpital de la commune de Didouche Mourad avaient été mobilisés pour la prise en charge des cas confirmés atteints de la Covid-19.

EL TARF

Ouverture de la saison estivale dans le respect du protocole sanitaire

Le coup d'envoi "progressif et contrôlé" de la saison estivale, retardé cette année par le contexte sanitaire particulier dû à la propagation du Covid-19, a été donné samedi à partir de la plage La Messida relevant de la commune de Souarekh (El Tarf), dans le respect des conditions sanitaires requises pour préserver la santé des citoyens.

Différents partenaires (agents de la protection civile, policiers, gendarmes, bénévoles et mouvements associatifs) veillent, depuis la matinée, à l'application du dispositif sanitaire mis en place à cet effet pour permettre aux estivants y affluant de profiter de la fraîcheur de la mer tout en préservant leurs vies et celles des autres. La cérémonie d'ouverture progressive de la plage La Messida, se trouvant à près d'une dizaine de km de la ville côtière d'El Kala, a été présidée par le chef de daïra, Toufik Idris, et les présidents des assemblées populaires communales (APC) d'El Kala et Souarekh qui ont, tour à tour, rappelé l'importance du suivi des conditions sanitaires prévues, notamment le port de masques de protection et la distanciation physique. Un rappel de la décision portant ouverture graduelle et contrôlée des plages et des mosquées, ainsi que des espaces récréatifs et autres, pris, récemment, par le président de la République, a été, dans



ce contexte, mis en exergue par les intervenants qui ont également insisté sur le strict respect du protocole sanitaire de prévention et de protection contre la propagation de la Covid-19. Il est également question, selon la directrice locale de l'artisanat, Nedjla Bechaniya, de l'affichage des mesures barrières et de pré-

vention au niveau des accès des neuf plages ouvertes, dans un premier temps, aux dairas de Ben M'Hidi et El Kala, ainsi que le contrôle de la température des estivants par le biais de thermomètres thermiques frontaux et l'aménagement de bacs à ordures pour le ramassage des masques de protection.

La décision progressive d'ouverture des plages dans la wilaya d'El Tarf concerne neuf (09) plages, entre autres, la vieille Calle, Messida, El Mordjane à El Kala et El battah, Sabbé, El Chatt à Ben M'hidi, où l'ensemble des conditions sanitaires requises ont été réunies et saluées par des estivants.

Brèves

MÉDÉA (STRUCTURES SANITAIRES DE PROXIMITÉ)

Dix ambulances médicalisées affectées

Un quota supplémentaire composé de dix ambulances médicalisées a été affecté samedi à des structures sanitaires de proximité de la wilaya de Médéa dans le cadre du plan d'équipement du secteur de la santé initié par les autorités locales, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette nouvelle dotation, la sixième du genre, depuis l'entame de ce plan d'équipement en Mars dernier permettra de renforcer les moyens d'évacuation sanitaires au niveau des régions ciblées par ce plan d'équipement et faciliter le travail du personnel médical affecté au niveau des différentes structures sanitaires, a-t-on expliqué. Les affectations opérées, à la faveur de cette opération, ont touché les structures sanitaires de proximité situées dans les localités de Tamesguida, Bouaichoune, Oued-Harbil, Djouab, Ouled-Hellal, Maghraoua, Kef-Lakhdar, Cheniguel, Chahbounia et Boughezoul, a indiqué la même source. D'autres structures sanitaires de proximité de la wilaya, qui en sont dépourvues actuellement en moyen d'évacuation sanitaire, devront bénéficier "prochainement" d'ambulances médicalisées, dans le cadre de ce même plan d'équipement, a-t-on ajouté.

EL-OUED

89 antennes communales raccordées au réseau de fibre optique

Au moins 89 antennes communales ont été raccordées à ce jour au réseau de fibre optique à travers la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris samedi auprès de la Direction opérationnelle locale d'Algérie Télécom. L'opération, qui avait été entamée en 2016, vise l'exploitation optimale de cette technologie pour la mise en place du "Guichet unique" facilitant le retrait de documents administratifs, a affirmé le directeur opérationnel d'A. T. Bachir Lamamma.

Entrant dans le cadre du programme du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, elle permet le raccordement de ces antennes communales au réseau à haut débit et donc une amélioration du service public en termes de prestations rapides et de qualité, a-t-il précisé.

Le raccordement de ces 89 antennes communales, sur les 100 existantes à travers les 30 communes de la wilaya, représente ainsi un taux de 80% d'avancement du projet, a ajouté le responsable.

Selon le même responsable, les services d'A.T. sont prêts à raccorder les 11 antennes communales restantes au réseau à haut débit du ministère de l'Intérieur, une fois levées les contraintes en suspens.

La priorité dans cette opération a été accordée aux antennes communales dans les zones enclavées, notamment à travers les communes de la bande frontalière, et a permis aussi d'offrir des prestations de téléphonie fixe et d'Internet à leurs populations, a souligné M. Lamamma. Concernant le programme de développement des zones frontalières, 29 villages ont été raccordés au réseau de fibre optique, dans le cadre du programme ciblant les concentrations de plus de 1.000 habitants dans ces régions, a-t-il encore fait savoir. L'opération entre dans le sillage du programme arrêté par la Direction générale d'A.T. et visant à généraliser la fibre optique à l'ensemble des zones et villages enclavés du pays, notamment dans les régions frontalières afin d'y améliorer le service public, a-t-il conclu.

MASCARA

126 millions DA pour l'aménagement de 13 cités d'habitation

La direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Mascara a débloqué, dernièrement, un montant de 126 millions DA pour l'aménagement de 13 cités d'habitation au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris, samedi, de la directrice de cet organisme, Fatiha Mokdad. Cette enveloppe financière a été allouée à partir des revenus de la taxe d'habitation acquittée par les citoyens au Trésor public à travers les redevances d'électricité et de gaz pour le financement d'opérations d'aménagement et d'amélioration de l'environnement urbain au niveau de 13 quartiers de la ville de Mascara. Certains de ces projets ont été achevés et d'autres sont en cours de réalisation. Les travaux portent sur le ravalement des façades extérieures des bâtiments, la rénovation

des parties communes telles que les escaliers, le nettoyage des caves et l'élimination des déchets et des eaux stagnantes sources de prolifération des insectes et des odeurs nauséabondes. Les services de la wilaya ont débloqué un budget supplémentaire de 79 millions DA, puisés du fonds de garantie et solidarité aux collectivités locales pour l'éclairage public des cités de Baba Ali, Sidi Said, Sidi Bousekrine et Medebbar, la réalisation d'un mur de soutènement et la pose d'équipements d'éclairage public de Hai "zone 12" et l'aménagement des cités Medebar et Sidi Said. D'autres travaux d'aménagement ont été lancés dans de nombreux quartiers financés par d'autres programmes d'aménagement comme l'aménagement du nouveau quartier (1500+900 logements) sur le chemin de la

commune de Mamounia pour une enveloppe de 120 millions DA.

Les travaux concernent l'éclairage public, les voiries intérieures, l'aménagement externe, la réalisation de canalisations pour la fibre optique. L'entreprise Sonelgaz a été chargée de la réalisation du réseau de distribution d'électricité. Le chantier a dépassé un taux d'avancement de l'ordre de 80%, a ajouté la même responsable.

Par ailleurs, dans trois autres quartiers, des opérations d'aménagement et de réaménagement ont été programmées pour un montant de 120 millions de dinars. Le quartier "Chouhada" a bénéficié des travaux portant l'ouverture de voies d'accès internes et l'aménagement externe d'une valeur de 72 millions DA, a-t-on souligné.

ALGER

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé une bande de malfaiteurs à Bachdjerrah (Alger), composée de cinq individus qui entraînaient les citoyens pour les déléster de leur argent sous prétexte de leur assurer le change en devises, a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Ces individus usaient de "subterfuges" pour contacter et établir des liens avec les victimes via les réseaux sociaux, se disant en possession d'argent en devises à changer en monnaie nationale, a précisé le communiqué, ajoutant qu'ils avaient agressé deux personnes qu'ils avaient délestés de "190 millions de centimes" en utilisant des armes blanches et du

gaz lacrymogène. A la suite d'une vaste opération de surveillance, les mêmes services ont pu arrêter cinq individus et saisir des armes blanches, a poursuivi la source. Les mis en cause ont été déferés devant le Procureur de la République qui "a ordonné le placement en détention provisoire de quatre d'entre eux", tandis que "le cinquième a été placé sous

contrôle judiciaire". Par ailleurs, les mêmes services ont interpellé "un voleur d'accessoires automobile" au niveau de la Rue Hassiba Benbouali (Alger). Après finalisation des procédures légales, le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République qui a ordonné son placement en détention provisoire".

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRANSPORT
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE CHLEF

وزارة الأشغال العمومية والنقل
مديرية الأشغال العمومية
نوابسة الشاتف

NIF : 40801500002066

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément à l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Chlef, informe l'ensemble des soumissionnaires qui ont participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02/2020 qui a été publiée dans :

- Le journal "الحياة" en date 28/04/2020.
- Le journal "La Nation" en date du 28/04/2020.

Intitulé de l'Opération : Entretien des sections dégradées sur CW 24 entre BENI HAOUA et BEREIRA
Intitulé du Projet :

Entretien des sections dégradées sur CW 24 entre BENI HAOUA et BEREIRA

Est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

Projet	Entreprises de réalisation	NIF	Note Technique /50	Montant de l'offre (T.T.C)	Délai De réalisation	Critères De Choix
Entretien des sections dégradées sur CW 24 entre BENI HAOUA et BEREIRA	SARL TERSIF	197602010028739	79,37 Points	26.753.580 00, DA	08 Mois	Offre économiquement la plus avantageuse

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire son recours devant la commission des marchés de la wilaya dans les (10) dix jours à compter du premier jour de la de publication de cet avis d'attribution dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

LA NATION 17/08/2020

ANEP 2016013190

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DE RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA D'ADRAR

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Opération : Rénovation du réseau d'assainissement de la cité 20 Aout commune de Bordj Badji Mokhtar

Projet : Rénovation du réseau d'assainissement de la cité 20 Aout commune de Bordj Badji Mokhtar (Achèvement)

Conformément à la disposition de l'article 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public .

Des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigences des capacités minimales N°: 04/2020 paru le 12/02/2020 dans les quotidiens " صدی الشرق ", Qu'à l'issue des analyses et jugement des offres, le marché a été attribué provisoirement à :

n° du pli	Soumissionnaire	Montant	Délai	Note Technique	obs
02	SARL TPGI groupe CG	28.429.100.00 DA	04 MOIS	81.50	Moins disant

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités de se rapprocher des services de l'établissement au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis conformément à l'article 82 aliéenne «04» du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de cet avis d'attribution provisoire auprès de l'autorité compétente, conformément à l'article 82 aliéenne «03» du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public.

LA NATION 17/08/2020

ANEP 2016013206

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE
DAIRA D'EL-MENIAA
COMMUNE D'EL-MENIAA
M.F.: 098447025138224

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
D'UNE OPERATION DE REALISATION
D'UN PROJET APRES APPEL D'OFFRE OUVERT

Conformément aux prescriptions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel N° 247-15 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, Monsieur le président de l'assemblée populaire communale d'El-Meniaa wilaya de Ghardaia porte à la connaissance de tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres Ouvert N° 60/2019 en date du 05/12/2019 paru dans les journaux LA NATION et EL KHIBARIYA en date du 08/12/2019 relatif au projet suivant :

- Réalisation du réseau d'assainissement de la Commune d'EL-MENIAA (08 lots).

Et qu'après les mesures d'évaluation des offres pour la réalisation de ce projet, l'attribution provisoire de cette opération sera comme suit :

LOT N°	Entreprise retenue	Montant après Correction	DUREE DE REALISATION TOTAL	OBS
LOT N°1: Réalisation du réseau d'assainissement dans le quartier de Taghbit avec le déballastement de la commune d'EL-MENIAA	OULED AMRANE AH 172479209007120	9.640.580,00 da	03 mois	Moins disant
LOT N°2: Rénovation et extension du réseau d'assainissement dans le quartier Ouled Aicha-Lemadi de la commune d'El-Meniaa	BELHADJ Mohamed Yahia 198847020645524	9.677.456,00 da	03 mois	Moins disant
LOT N°3: Rénovation et extension du réseau d'assainissement dans le quartier Hda ben arfa-sud hadj yahia - zait-el-sud hadj bouhou de la commune d'El-Meniaa	EURL EPCS 00057129000742	8.839.255,00 da	04 mois	Moins disant
LOT N°4: Rénovation et extension du réseau d'assainissement de complexes résidentiels près de l'hôpital Colonel Shaaban de la commune d'El-Meniaa	EURL EL SADARA 000547129000743	10.251.586,00 da	04 mois	Moins disant
LOT N°5: Rénovation et extension du réseau d'assainissement dans le quartier Belkhalif de la commune d'El-Meniaa	GUR Abdel kader 196947020067435	10.413.860,00 da	04 mois	Moins disant
LOT N°6: Rénovation et extension du réseau d'assainissement dans le quartier hofra el-habib- Accro-construction-oulad ben sheikh de la commune d'El-Meniaa	LAIRECHE Yagoub 19837050085506	10.892.806,00 da	03 mois	Moins disant
LOT 7: Rénovation et extension du réseau d'assainissement de la commune d'EL-MENIAA	OULED EL HADDAR Abdel halim 197947010053415	9.898.540,00 da	04 mois	Moins disant
LOT 8: Rénovation et extension du réseau d'assainissement à travers les quartiers de la commune EL-Meniaa	SAIDAT Abde ranaq 198247020012031	9.251.266,00 da	05 mois	Moins disant

Les soumissionnaires ayant participé à cet appel d'offres, pouvant en cas de leur non contentement faire recours auprès de la commission des marchés publics de la commune d'EL-MENIAA dans un délai ne pouvant dépasser 10 jours à partir de la date de publication de cet avis aux journaux, et pour eux qui sont intéressés de se rapprocher de nos services au plus tard trois(03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE

LA NATION 17/08/2020

ANEP 2016013181

Espace
réservé
à la pub



FOOT/ LIGUE DES CHAMPIONS
(ÉLIMINATION DE MAN CITY)

La presse anglaise s'en prend à Guardiola

La presse anglaise a unanimement désigné hier l'entraîneur espagnol de Manchester City Pep Guardiola, comme le principal responsable de l'élimination essuyée la veille face à Olympique lyonnais (1-3) au stade José-Alvalade de Lisbonne (Portugal), dans le cadre des quarts de finale de la Ligue des champions d'Europe de football. "L'agonie de Pep" titre le Daily Mail au lendemain de la nouvelle élimination de Man City, où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez, entré en cours de jeu (56e). Il s'agit de la troisième élimination de suite pour les

Anglais à ce stade de la compétition. Depuis son arrivée en Angleterre il y a quatre ans, le technicien catalan n'est jamais parvenu à hisser les « Cityzens » dans le dernier carré. Pour le Daily Mirror, cette défaite contre Lyon suggère que l'ancien entraîneur du Barça "doit assumer un nouvel échec en Ligue des Champions et en assumer la faute".

La BBC est dans la même veine : "Pep a ruiné la grande occasion de Manchester City", pointant du doigt le onze de départ très prudent aligné face aux Gones. Grâce à Maxwell Cornet et un doublé de Moussa Dem-

bélé, l'OL a créé une qualification retentissante, se montrant discipliné et efficace pour dompter l'opulent club mancunien et s'inviter dans le dernier carré de la C1 pour la deuxième fois de son histoire après 2010. L'Olympique lyonnais du franco-algérien Houssam Aouar, rencontrera mercredi prochain, en demi-finale, l'ogre Bayern Munich, facile vainqueur du Barça (8-2). L'autre demi-finale opposera mardi le Paris SG à la surprenante équipe allemande du RB Leipzig (20h00, algériennes).

Brèves

NBA

Les Blazers défieront les Lakers en play-offs

Portland a souffert mais obtenu sa qualification pour le 1er tour des play-offs NBA où il défiera les Lakers, après sa victoire en barrage (126-122) contre Memphis, arrachée grâce aux paniers décisifs de CJ McCollum dans le money-time, samedi à Disney World.

Classés 8e à l'issue de la saison régulière après huit derniers matches joués comme autant de finales (6 victoires), les Blazers n'avaient besoin que d'un succès pour valider leur billet. Sans quoi, ils auraient dû jouer un deuxième match contre les Grizzlies dimanche. Il n'en sera rien, mais ça s'est joué à vraiment pas grand chose en fin de match. Et là où tout le monde a pris l'habitude d'assister au "Dame Time", l'heure où Damian Lillard s'évertue à faire gagner les matches avec ses shoots assassins, c'est McCollum qui a fait la différence en inscrivant huit points d'affilée (dont deux de ses trois shoots derrière l'arc) pour faire un break à 119-113 que Memphis n'a pu effacer.

Et ce malgré le formidable match de Ja Morant, qui sera probablement désigné rookie de la saison dans quelques semaines et a délivré la meilleure performance de sa jeune carrière lors du match qui comptait le plus (35 points, 8 passes).

Jusqu'au bout Morant n'a jamais rien lâché, réduisant même l'écart à 122-119 après un dernier panier à trois points, avant que Carmelo Anthony (21 pts) ne transforme ses lancers francs à quelques dixièmes de secondes du buzzer.

Lillard n'a évidemment pas été en reste avec ses 31 pts et 10 passes, qui cachent une maladresse inhabituelle (6/15). Mais la star de l'équipe a vu qu'il pouvait compter sur les siens quand lui ne peut pas ou plus tout faire tout seul. Symbole d'abnégation et de courage, le Bosnien Jusuf Nurkic a été admirable dans un contexte extrêmement difficile, puisqu'il annonçait deux heures avant la rencontre le décès de sa grand-mère frappée par le coronavirus. Emu aux larmes après sa performance (22 points, 21 rebonds, 6 passes) et la victoire, il a été enlacé par tous ses co-équipiers.

Enfin assurés de jouer les play-offs, ce qui était loin d'être assuré au cours d'une saison assez peu conforme aux attentes, les Blazers sont désormais animés par un supplément d'âme que les Lakers ne devront pas mésestimer lors d'une série de matches qui fait déjà saliver toute la NBA.

R.S

WTA LEXINGTON

La Suisse Teichmann en finale

La Suisse Jil Teichmann (WTA 63) disputera dimanche à Lexington la troisième finale de sa carrière sur le circuit WTA grâce à sa victoire (6-3 6-2) en demi-finale devant Shelby Rogers (WTA 116), tombeuse de Serena Williams (WTA 9) la veille. Cette victoire ne souffre aucune discussion. Jil Teichmann a certes concédé le break d'entrée, mais elle a très vite mis les choses au point en s'adjugeant les quatre jeux suivants pour prendre le contrôle d'une partie conclue en 1h10. Elle se mesurera en finale à l'Américaine Jennifer Brady (WTA 49), face à qui elle affiche un bilan de 1-1, ou à la prodige américaine Coco Gauff (16 ans/WTA 53), qu'elle n'a jamais affrontée.

La Suisse peut aborder cette finale en pleine confiance. D'une part, elle n'a pas concédé le moindre set en quatre matches disputés sur les courts en dur du Kentucky. D'autre part, elle a gagné les deux finales qu'elle a disputées jusqu'ici sur le circuit principal, à Prague et à Palerme l'an dernier, certes sur terre battue.

LIGUE DES CHAMPIONS

Deux clubs français en demi-finale

C'est historique ! Petit au regard de ses résultats passés sur la scène européenne, le football français n'avait jamais placé deux représentants dans le dernier carré de la C1.

Qui aurait pu parier là-dessus alors que le Paris Saint-Germain était en ballottage défavorable après le match aller à Dortmund et que l'Olympique Lyonnais devait battre la Juventus Turin avant de sans doute retrouver le Manchester City de Pep Guardiola ? Probablement pas grand monde et pourtant les faits sont là : pour la première fois, deux clubs de l'Hexagone seront en demi-finale de la Ligue des champions, le PSG et l'Olympique Lyonnais.

Reims, Saint-Etienne, Monaco, Bordeaux, Marseille, Nantes, autant de clubs qui avaient connu les demi-finales de la plus prestigieuse des compétitions européennes. Le PSG et Lyon aussi avaient déjà goûté à ce nectar. Mais à aucun moment nous n'avons pu parler "des" clubs français dans le quatuor final. Un, c'était le plafond de verre tricolore. Depuis 20 ans, seuls Monaco (deux fois) et Lyon avaient atteint



ce niveau de la compétition. Tous les rêves sont désormais permis pour l'OL et le PSG qui ont rendez-vous avec deux clubs alle-

mands, respectivement le RB Leipzig et le Bayern Munich. Cette édition particulière de la Ligue des champions et ce Final 8

semblent ouverts à toutes les surprises alors pourquoi ne pas rêver d'une finale 100% tricolore ?

R.S

FOOTBALL / PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Le Belge Kevin de Bruyne élu meilleur joueur de la saison 2019-2020

La Premier League anglaise de football a annoncé dimanche avoir élu le milieu de terrain international belge de Manchester City, Kevin de Bruyne, meilleur joueur de la saison 2019-2020.

Auteur de 13 buts et 20 passes décisives, égalant ainsi un vieux record, établi par l'attaquant Français Thierry Henry lors de la saison 2002-2003, De Bruyne a été incontestablement le joueur le plus décisif du championnat d'Angleterre cette saison.

Grâce aux votes d'internautes, des capitaines des équipes de Premier League et d'un panel de spécialistes, le Belge de 29 ans a devancé un trio de Liverpool, pourtant sacré champion d'Angleterre avec 18 points d'avance sur Man City, à savoir : Trent Alexander-Arnold, Jordan Henderson et Sadio Mané. L'attaquant de Leicester et meilleur buteur de la saison, Jamie Vardy (23 buts), l'attaquant de Southampton Danny Ings et le gardien de Burnley, Nick Pope, étaient les autres joueurs retenus sur la liste.

De Bruyne est le troisième Belge à être couronné Meilleur joueur de Premier league, après Vincent Kompany, également avec City, et Eden Hazard, lorsqu'il jouait à Chelsea.

Pas sûr toutefois que le milieu apprécie cette distinction à sa juste valeur, après l'élimination samedi en quart de finale de la Ligue des Champions contre Lyon (3-1), match au cours duquel il avait réussi à égaliser à la 69e (1-1).



R.S

FOOTBALL / LIGA ESPAGNOLE - TRANSFERT

Dybala dans le viseur du Real Madrid

Le meneur de jeu international argentin de la Juventus de Turin, Paulo Dybala serait dans le viseur du Real Madrid, en vue de la saison prochaine, rapporte dimanche la presse locale. "Tout serait possible pour Paulo Dybala.

Alors que les négociations pour une prolongation de contrat sont à l'arrêt, le N10 de la Juve pourrait faire ses valises lors du mercato estival.

Malgré sa grosse saison 2019-2020, Paulo Dybala pourrait être vendu en cas d'offre importante", selon le média italien TMW. "L'Argentin, dont le contrat expire en juin 2022, serait évalué à environ 100 M€, et la Juve devrait avoir du mal à refuser une telle somme", a détaillé la même source.

LIGUE DES CHAMPIONS

Un sacre du Bayern coûtera 5M€ au Barça

Le FC Barcelone va devoir verser 5 millions d'euros à Liverpool si l'international brésilien Philippe Coutinho venait à remporter la Ligue des Champions cette saison avec son club le FC Bayern Munich. D'après le journaliste espagnol Rafael Hernandez, un triomphe du Bayern en Ligue des Cham-

pions cette saison va contraindre le board blaugrana à mettre la main à la poche et payer 5M€ aux responsables de Liverpool. Et ce, conformément à une clause incluse dans le contrat passé avec les Reds lors du transfert de Philippe Coutinho en janvier 2018. A l'époque, tout en versant

145M€ de l'indemnité de transfert, les responsables catalans s'étaient résolus à payer un petit bonus si l'international brésilien venait à être couronné champion d'Europe avant la fin de son engagement chez eux. Le problème, c'est qu'ils ont oublié de mentionner qu'il devait le faire sous leurs couleurs, et non pendant

un prêt dans un autre club. Malheureusement pour eux, c'est le deuxième scénario qui risque de se produire. De quoi perdre définitivement la face vis-à-vis de leurs socios, surtout après la déroute de vendredi contre l'équipe munichoise (2-8) et qui a vu un certain Coutinho claquer un doublé en fin de match.

FOOT/ LIGUE 1 -MC ALGER

Djabou ferme la porte à un départ

Le meneur de jeu du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), Abdelmoumen Djabou, a coupé court aux "mensonges", en décidant d'honorer son contrat avec le vice-champion d'Algérie de football, écartant tout différend avec la direction.



Je ne me suis jamais rebellé, ou encore demandé mon départ du club, à cause soi-disant de mon refus de baisser mon salaire. Tout ce qui a été rapporté ce sont des mensonges, de fausses informations qui ne reposent sur aucun fondement. Je suis fier d'appartenir à ce club et je ne partirai pas jusqu'à ce que nos supporters soient heureux", a affirmé le joueur dans un message posté samedi soir sur son compte officiel Instagram. Djabou (33 ans) avait rejoint le "Doyen" durant l'été 2019, pour un contrat de deux ans, en provenance de l'ES Sétif. Pour sa première saison sous le maillot vert et rouge, Djabou n'a pu s'exprimer pleinement, échouant à ne marquer aucun but. "Le côté financier est mon dernier

souci. Si je courais vraiment derrière l'argent, j'aurais pu saisir les instances contre mon ancien club, l'ESS, pour réclamer deux milliards de centimes, mais j'avais décidé finalement de déléster cette somme. Je devais également de l'argent au Club Africain (Ligue 1/ Tunisie) mais j'avais tout abandonné. L'argent dans le football ne m'intéresse pas, j'ai mes projets qui me permettent de subvenir à mes besoins", a-t-il ajouté. Avant de conclure : "Je dis aux supporters de ne pas croire tout ce qui se dit. Certains veulent créer la zizanie et la fitna au sein du club, alors qu'il se proclament enfants du MCA, mais qui sont en vérité l'ennemi N.1, dont l'objectif est de détruire le Mouloudia". Par ailleurs, le président du Conseil d'adminis-

tration, Abdenacer Almas, s'est réuni samedi avec l'ensemble des membres du CA, "dont Anouar Bachta et Sid Ali Aouf, sur lesquels des rumeurs ont été colportées à propos de leur avenir au club, raison pour laquelle Almas a relevé la nécessité de mettre la main dans la main et œuvrer dans l'intérêt suprême du MCA", a indiqué le club algérois dans un communiqué publié hier. Le MCA, qui célébrera en 2021 le centième anniversaire de sa création, "doit finaliser l'opération de recrutement avec force pour composer une équipe capable de réaliser les ambitions de ses supporters", conclut le communiqué.

R.S

USMA (LIGUE 1 ALGÉRIENNE)

Anthar Yahia sort du confinement et entame ses fonctions

Le nouveau directeur général sportif de l'USM Alger, Anthar Yahia, a entamé officiellement ses fonctions hier, en rencontrant les responsables du Groupe Serport, après avoir observé une semaine de confinement dans un hôtel de la capitale, dans le cadre des mesures sanitaires contre le coronavirus (Covid-19), rapporte le club algérois, dans un communiqué. Outre sa rencontre avec les responsables du Groupe Serport, actionnaire majoritaire, l'ancien capitaine de l'équipe nationale a discuté avec les dirigeants du club, dont le directeur général, Abdelghani Haddi.

Antar Yahia (38 ans), a pu rallier Alger dimanche dernier à bord d'un vol de rapatriement d'Algériens bloqués en France, quelques mois après sa désignation à ce poste par le P-dg du Groupe Serport et président du Conseil d'administration de la SSPA, Achour Djelloul. Pour rappel, les rôles techniques de l'équipe algéroise ont été à l'entraîneur français François Ciccolini, secondé dans sa mission par Benarabi Bouziane (entraîneur adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international, Mohamed Benhamou.

R.S

FOOT/ MONDIAL-2022 (ZONE AFRIQUE)

Report du 2e tour des éliminatoires

Le 2e tour des éliminatoires (zone Afrique) de la Coupe du monde 2022 au Qatar, dont le début était prévu en octobre prochain, a été reporté à une date ultérieure, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), rapportent hier les médias locaux. Les éliminatoires devront avoir lieu ainsi en 2021, comme cela a été décidé il y a quelques jours pour la zone Asie. Cette décision intervient quelques jours après le communiqué publié par la fédération internationale (Fifa), annonçant le report

des rencontres qualificatives pour le Mondial 2022 et la Coupe d'Asie 2023. Le but étant de "protéger la santé et la sécurité de tous les participants". Logée dans le groupe A du 2e des éliminatoires, l'équipe nationale algérienne évoluera aux côtés du Burkina Faso, du Niger et du Djibouti. Les "Verts", champions d'Afrique en titre, devaient entamer la campagne éliminatoire à domicile face au Djibouti, avant de se déplacer à Ouagadougou pour affronter les Etalons burkinabés.

R.S

Brèves

USM BLIDA (LIGUE 2 ALGÉRIENNE DE FOOTBALL)

Bencherchali nouveau président

La Direction de l'USM Blida a annoncé hier la nomination de Sid Ali Bencherchali comme nouveau président du club, promu cet été en Ligue 2 algérienne de football. Bencherchali (42 ans), ancien président d'APC de Blida et qui occupait jusque-là le poste de Directeur général du club, a été désigné samedi soir, lors d'une importante réunion entre les différents actionnaires de la SSPA/USMB. La première décision qui devrait être prise par le nouveau patron de l'USMB sera probablement le maintien du staff technique actuel, dirigé par Sofiane Nchma, arrivé en mars dernier, en remplacement du duo Samir Houhou - Mustapha Chambet. Rétrogradée en 2018, l'USMB a pu retrouver la Ligue 2 dès cet été, en partie grâce au léger remaniement apporté au système de compétition, avec une Ligue 1 professionnelle à 20 clubs, et une Ligue 2 amateur, avec deux groupes de 18 clubs chacun. Une décision prise par le Bureau fédéral de la FAF, à l'issue d'une consultation écrite, initiée auprès des membres de l'Assemblée générale.

R.S

CHAMPIONNAT D'ARABIE SAOUDITE-DAMAC

3e but de la saison pour l'Algérien Farouk Chafai

Le défenseur international algérien Farouk Chafai a inscrit son 3e but personnel dans le championnat de première division saoudienne de football lors de la 25e journée, disputée samedi, et ayant vu son équipe de Damac l'emporter (2-0) contre Al-Taawon. L'ancien libéro de l'USM Alger avait marqué ce but à la 56e minute, d'une belle tête croisée, après avoir profité du mauvais marquage des défenseurs adverses, qui l'avaient laissé seul devant leur gardien. Le premier but de cette rencontre avait été inscrit par Bilel Saidani (45), ce qui a permis à Damac d'empiéter trois précieux points dans la course au maintien, alors qu'il reste cinq journées avant la fin du championnat. Quoi qu'il en soit, Damac devra continuer à lutter de toutes ses forces, dans ce qui reste à jouer pour se sauver car malgré cette importante victoire, il reste scotché à l'avant-dernière place du classement général (14e), à égalité de points avec Al-Hazm (24 unités). Chafai et son équipe ont cependant toutes les raisons d'y croire, car ils ne comptent qu'un point de retard sur l'actuel premier non-relégable, Al-Fateh dispose de 25 unités.

R.S

COUPE DU MONDE FÉMININE (U20)/ ZONE AFRIQUE

Report des éliminatoires prévues en septembre

Les éliminatoires pour la Coupe du Monde féminine U-20 de la FIFA, Costa Rica / Panama 2020, initialement prévues en septembre 2020, ont été reportées à cause des restrictions de voyage imposées dans certaines parties de l'Afrique en raison de la pandémie de COVID-19, a annoncé samedi la Confédération africaine de football (CAF). En effet, les matches aller du premier tour étaient programmés du 3 au 5 septembre 2020 tandis que les matches retour devaient se tenir du 10 au 12 septembre 2020. La révision du calendrier des éliminatoires sera faite et annoncée en temps voulu après consultation des différentes parties prenantes. Deux équipes représenteront l'Afrique lors du tournoi final prévu du 20 janvier au 6 février 2021 au Costa Rica et au Panama. La sélection féminine algérienne des moins de 20 ans avait composé en février dernier son billet pour le premier tour des éliminatoires du mondial 2020 en surclassant son homologue du Soudan du sud en aller-retour (5-0, 4-0). L'Algérie affrontera au second tour le Maroc qualifiée aux dépens de l'Égypte. Par ailleurs, la CAF tient à rappeler qu'elle surveille de près la situation et travaille avec les autorités compétentes en ce qui concerne l'organisation des matches. Des mesures relatives seront annoncées en cas de développements pouvant affecter le déroulement d'un match sur un site désigné.

R.S

MONTPELLIER (LIGUE 1 FRANÇAISE DE FOOTBALL) ER

Le président du club élogieux envers l'Algérien Delort

Le président de Montpellier, de Ligue 1 française de football, a été élogieux envers l'attaquant international algérien Andy Delort, le considérant comme un atout pour l'équipe. Dans un entretien accordé au journal Midi-Libre, le président de Montpellier, Laurent Nicollin, a tenu des propos très flatteurs pour Delort. "C'est un joueur qui a un état d'esprit très spécial qui apporte un plus, à la fois sportivement et mentalement", a indiqué Ni-

collin, rappelant qu'il s'était battu avec Toulouse pour recruter l'attaquant algérien. Par son recrutement, le président de Montpellier était persuadé qu'Andy Delort était bon. "Moi, je n'ai pas besoin de Mbappé et Neymar, je veux des gens qui, lorsque tu leur parles, partent à la guerre, et Delort en est un", a-t-il tenu à expliquer. Interrogé sur la mentalité du champion d'Afrique avec la sélection nationale, le président du club héraultais a précisé qu'il est un

joueur qui a besoin seulement qu'on soit droit et honnête avec lui. "Quand on l'est, il fait les choses. Bon, parfois il fait du Andy mais il est comme ça. Sans des mecs comme lui, on est un club quelconque. Il faut une envie, une identité", a précisé Nicollin. "Tu n'as jamais été la Paillade sans cela. Avec le 10 ou 11ème budget de Ligue 1, tu dois tirer 110% des gens. Et pour ça, il faut les aimer.", a conclu le président de Montpellier.

R.S

Brèves

IRAK

Deux roquettes ont touché une base militaire près de Bagdad

Deux roquettes Katioucha ont touché samedi une base militaire située au nord de la capitale irakienne Bagdad, a annoncé l'armée irakienne. L'attaque a eu lieu dans la soirée lorsque les deux roquettes ont été tirées depuis la zone d'Al-Rashidiyah sur le camp voisin d'Al-Taji, à environ 20 km au nord de Bagdad, avec des pertes humaines encore incertaines, a indiqué dans un bref communiqué le bureau des médias du Commandement des opérations conjointes irakiennes. Le camp Al-Taji est un immense complexe militaire abritant une base aérienne où sont stationnées des troupes américaines. Aucun groupe n'a jusqu'à présent revendiqué l'attaque à la roquette, mais l'aéroport de Bagdad et les bases militaires irakiennes où se trouvent des troupes américaines stationnées dans le pays, ainsi que l'ambassade des Etats-Unis, située dans la zone verte, ont été fréquemment la cible d'attaques au mortier et à la roquette. Plus de 5.000 soldats américains ont été déployés en Irak pour soutenir les forces irakiennes dans les combats contre les membres du groupe terroriste auto-proclamé "Etat islamique" (Daech/EI), fournissant principalement une formation et des conseils aux forces irakiennes.

CANADA

Les Noirs au Canada largement défavorisés

Une étude de l'agence Statistique Canada révèle qu'avec des taux de chômage plus élevés et des salaires plus bas, les Noirs au Canada sont encore défavorisés sur les plans économique et social par rapport au reste de leurs compatriotes. Cette étude consacrée à l'évolution de la situation socio-économique de la population noire au Canada se base sur des données sur la période allant de 2001 à 2016, illustrant les écarts socio-économiques surtout à l'égard des hommes. Ainsi, le taux d'emploi des hommes noirs âgés de 25 à 59 ans atteignait 78 %, comparativement à 83 % chez les autres hommes, tant chez les immigrants que chez ceux nés au Canada, selon les auteurs de l'étude. Pour ce qui est des femmes noires, le taux d'emploi présentait des valeurs comparables à celles des autres femmes. En 2015, les hommes noirs âgés de 25 à 59 ans percevaient des salaires inférieurs de près de 15.000 de dollars par an à ceux des autres hommes, avec une valeur médiane de 41 000 \$ par année comparativement à 56 000 \$ pour les autres, relève l'agence fédérale, précisant que l'écart entre les hommes noirs et les autres était beaucoup plus important parmi la population née au Canada. Cependant, la rémunération des femmes noires se comparait davantage à celle des autres femmes.

GHAZA

Les autorités d'occupation ferment la zone de pêche



Les autorités d'occupation israéliennes ont annoncé dimanche la fermeture de la zone maritime de la bande de Gaza, empêchant ainsi les pêcheurs de sortir en mer, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. La zone maritime a été immédia-

tement et jusqu'à nouvel ordre fermée. L'occupant israélien impose un strict blocus terrestre, maritime et aérien à l'enclave palestinienne de deux millions d'habitants. Il avait déjà réduit mercredi --de quinze à huit milles nautiques-- la zone de pêche autorisée à Gaza.

Les limites au-delà desquelles la marine israélienne arraisonne les bateaux palestiniens varient en fonction des tensions. Elles ont été réduites jusqu'à trois milles nautiques ces dernières années. Au cours de la dernière semaine, l'armée israélienne a mené plusieurs frappes nocturnes contre

des cibles dans la bande de Gaza. Israël a aussi fermé depuis mardi le poste de passage de Kerem Shalom, d'où entrent les marchandises pour Gaza, langue de terre peuplée de deux millions d'habitants dont plus de la moitié vivent sous le seuil de pauvreté, selon la Banque Mondiale.

SOMMET SUR LA QUESTION DU NUCLÉAIRE IRANIEN

La Chine salue la proposition de Vladimir Poutine



La Chine se félicite de la proposition du président russe, Vladimir Poutine, d'organiser un sommet en ligne sur la question du nucléaire iranien, a déclaré samedi Zhao Lijian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Il a fait ces remarques en réponse à une question sur la proposition de M. Poutine. M. Poutine a proposé vendredi la tenue d'une réunion urgente en ligne des chefs d'Etat des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, avec la participation des dirigeants allemand et iranien, pour discuter de l'Iran et de la situation dans

le golfe Persique. La Chine apprécie les efforts de la Russie pour apaiser les tensions sur la question du nucléaire iranien et renforcer la sécurité régionale, a déclaré M. Zhao. La Chine a toujours fermement soutenu le Plan d'action global conjoint (JCPOA) et est déterminée à sauvegarder la paix et la stabilité au Moyen-Orient, a-t-il souligné. "La Chine est prête à travailler avec les parties concernées pour maintenir une communication et une coordination étroites et à promouvoir conjointement le processus de résolution politique de la question du nucléaire iranien".

NIGERIA

L'armée confirme la mort de plusieurs terroristes

L'armée nigériane a confirmé samedi que plusieurs terroristes présumés avaient été tués dans des frappes aériennes visant un camp notoirement connu situé à l'intérieur d'une forêt dans l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du pays. Les frappes aériennes de jeudi ont fait suite à des rapports de renseignements indiquant que le groupe terroriste Ansaru, qui opère dans les régions du nord-ouest et du centre-nord du pays, s'était regroupé à l'intérieur de la forêt de Kuduru à Kaduna, a indiqué l'armée dans un communiqué. Selon le communiqué, des membres du groupe présents sur place ont été vus brandissant des armes dans la forêt lors d'une reconnaissance aérienne menée par l'armée. "Plusieurs des bandits ont été tués quand les avions d'attaque ont mitraillé la zone, tandis que d'autres qui tentaient de s'échapper ont été fauchés lors d'attaques subséquentes", indique le communiqué, ajoutant que les avions militaires ont également bombardé le camp des terroristes dans son ensemble.

LOUKACHENKO (PRÉSIDENT BÉLARUSSE)

Poutine nous a assuré une "aide" sécuritaire

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui fait face à un mouvement de contestation post-électoral, a indiqué samedi que son homologue russe Vladimir Poutine lui avait assuré une "aide" pour préserver la sécurité du Bélarus. "Nous nous sommes entendus avec lui (Vladimir Poutine) : dès notre première demande, une aide complète sera fournie (par la Russie) pour assurer la sécurité du Bélarus", a affirmé M. Loukachenko, cité par l'agence publique Belta, après que les deux

dirigeants se furent entretenus par téléphone. Le président biélorusse, confronté à la plus grande vague de protestation depuis son arrivée au pouvoir en 1994, a évoqué un accord militaire liant son pays à Moscou via l'Union de la Russie et du Bélarus, une alliance intergouvernementale, et l'Organisation du traité de sécurité collective (OTCS). "Quand il est question de la dimension militaire, nous avons un accord avec la Fédération russe dans le cadre de l'Union (de la

Russie et du Bélarus) et de l'OTCS", a souligné M. Loukachenko. "C'est pour cela que j'ai eu aujourd'hui une conversation longue et approfondie avec le président russe sur la situation", a-t-il ajouté. Après cette conversation téléphonique, le Kremlin s'est dit "confiant" que la crise politique dans le pays trouverait une solution prochaine. Les deux dirigeants ont également convenu de poursuivre le "renforcement" de l'Union de la Russie et du Bélarus.

EXPLOSION À BEYROUTH

L'enquête prendra du temps, avertit le président libanais

L'enquête sur l'explosion meurtrière du port de Beyrouth prendra du temps, a averti le président libanais Michel Aoun, dans un entretien diffusé samedi par la chaîne d'information française BFMTV.



L'explosion du 4 août dans le port de Beyrouth a fait 177 morts et plus de 6.500 blessés, dévastant des quartiers entiers de la capitale et alimentant la colère d'une grande partie de Libanais, pour qui cette catastrophe de trop vient une nouvelle fois illustrer l'incurie d'une classe politique accusée de corruption et d'incompétence. Les autorités libanaises ont ouvert une enquête et nommé le juge Fadi Sawan pour la diriger. Près d'une vingtaine de personnes, des fonctionnaires du port et de l'administration des douanes, ont été interpellés dans le cadre de l'enquête, et des ministres doivent aussi être entendus dès la semaine pro-

chaine. "Il n'y a pas de retard dans l'enquête, mais nous avons besoin de temps pour connaître la vérité car elle est complexe", a indiqué le président Aoun, qui s'exprimait en arabe au micro de BFMTV, et dont les propos ont été rapportés par le compte officiel de la présidence libanaise. Des membres de la police fédérale américaine (FBI) doivent arriver ce week-end à Beyrouth pour prendre part à l'enquête à l'invitation des Libanais, tout comme la France apporte un soutien logistique avec des moyens d'enquête et a dépêché des équipes de police et de recherche. Le numéro trois de la diplomatie américaine, David Hale, a plaidé samedi pour une

enquête "transparente, complète et crédible" sur l'explosion. Le président libanais a ajouté qu'aucune hypothèse n'était écartée pour expliquer l'explosion. Le 7 août, il avait été le premier responsable libanais à ne pas écarter la thèse d'une "action extérieure, avec un missile ou une bombe". Le chef de l'Etat, âgé de 85 ans, avait assuré avoir personnellement demandé au président français, Emmanuel Macron, "des images aériennes" pour déterminer "s'il y avait des avions dans l'espace (aérien) ou des missiles" au moment de l'explosion. "Si ces images ne sont pas disponibles chez les Français, on demandera à d'autres pays", avait-il assuré. Le drame a

pour origine une explosion dans un entrepôt où étaient stockées, selon les autorités, 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium depuis six ans, "sans mesures de précaution", d'une même du Premier ministre démissionnaire, Hassan Diab. Toute la République était au courant de la présence, au beau milieu de la capitale, d'une telle quantité de produits chimiques et de ses dangers, selon certains responsables et des sources sécuritaires. Le président français Emmanuel Macron a réclamé une enquête internationale "transparente" mais le président Aoun s'est déjà prononcé contre cette option.

R.I

Brèves

SITUATION AU BÉLARUS

Poutine et Loukachenko s'entretiennent pour la deuxième fois en 24 heures

Le président russe, Vladimir Poutine s'est entretenu hier avec son homologue Bélarus, Alexandre Loukachenko par téléphone pour la deuxième fois en 24 heures sur la situation au Bélarus, rapporte l'Agence de presse russe "Sputnik". "Lors d'un deuxième entretien en l'espace de 24 heures avec son homologue Loukachenko, M. Poutine a réaffirmé que la Russie aidera le Bélarus en cas de nécessité", indique le service de presse du Kremlin, soulignant que "les deux chefs d'Etat ont discuté de la situation tendue dans le pays, ainsi que de la pression exercée sur Minsk depuis l'étranger". Vladimir Poutine a confirmé "la disponibilité de la Russie à aider le Bélarus pour garantir sa sécurité si cela s'avère nécessaire". "Les négociations se sont poursuivies au sujet de la situation au Bélarus après l'élection présidentielle, notamment dans le contexte de la pression exercée sur la république depuis l'étranger", indique le service de presse. "La partie russe a confirmé sa disponibilité à apporter son aide pour résoudre les problèmes qui émergent, en conformité avec le Traité d'Union entre la Bélarus et la Russie, ainsi qu'avec l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), en cas de besoin", a-t-on ajouté. "Les chefs d'Etat ont mené des négociations solides sur toutes les questions. Les dirigeants des deux pays ont confirmé encore une fois leur accord sur le fait qu'ils allaient réagir conjointement en cas de détérioration de la situation dans le contexte des menaces extérieures, en conformité avec les règles inscrites dans l'OTSC", a déclaré pour sa part l'agence d'Etat, Belta, citant le service de presse du Président Loukachenko. La veille, Loukachenko avait annoncé que Poutine lui avait promis d'accorder "toute assistance possible" en cas de besoin pour garantir la sécurité, "dès que nous le demanderons". Des protestations sont apparues dans plusieurs villes du pays après la victoire écrasante du Président sortant Alexandre Loukachenko qui a recueilli 80,1% des voix, selon les résultats de l'élection présidentielle. Les forces de l'ordre sont intervenues en utilisant du gaz lacrymogène, des canons à eau, des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc. Près de 7.000 manifestants ont été interpellés entre les 9 et 13 août, selon le ministère Bélarus de l'Intérieur.

R.I

PALESTINE

L'accord Israël-Emirats va "tuer" la solution à deux Etats

L'accord de normalisation des relations entre l'occupant israélien et les Emirats arabes unis va "tuer" la solution à deux Etats et ainsi éloigner la possibilité d'une paix israélo-palestinienne, a affirmé dimanche le secrétaire du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saeb Erekat. "Je crois sincèrement que cette étape (accord Israël/Emirats, NDLR) va tuer la solution à deux Etats", a déclaré M. Erekat lors d'une visioconférence avec des journalistes de la presse étrangère. "Des gens comme Netanyahu et des extrémistes en Israël pensent donc que la solution à deux Etats n'est plus sur la table", a ajouté M. Erekat, qualifiant l'accord de "tentative désespérée" des Etats-Unis de sauver "le plan Trump" pour le Proche-Orient. Le plan Trump prévoyait notamment la normalisation des relations entre Israël et des pays du Golfe, ainsi que l'annexion par l'Etat d'occupation de pans de la Cisjordanie occupée. Les Palestiniens ont appelé à l'organisation de réunions d'urgence de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour dénoncer l'accord de normalisation, mais n'ont eu aucun retour jusqu'à présent, a indiqué M. Erekat. Il a également ajouté avoir écrit à l'Arabie saoudite et Bahreïn pour leur demander de faire pression sur les Emirats pour annuler l'accord. "J'ai reçu une réponse du ministre saoudien des Affaires étrangères m'assurant de nouveau que la position de l'Arabie saoudite est en faveur d'un accord de paix complet et pour la solution à deux Etats" tandis que Bahreïn "n'a pas encore répondu", a-t-il dit.

R.I

EMBARGO SUR LES ARMES

Washington prêt à utiliser une riposte controversée

Le président américain Donald Trump s'est dit prêt samedi à recourir à un moyen de riposte controversé pour réimposer de façon unilatérale des sanctions de l'ONU sur Téhéran, après le rejet par le Conseil de sécurité d'une résolution américaine visant à prolonger l'embargo sur les armes en Iran. Après le camouflet subi par Washington, le locataire de la Maison Blanche a promis une réponse sous la forme d'un "snapback", un mécanisme qui est une sorte de droit de veto à l'envers. "Nous connaissons l'issue du vote, mais nous ferons un +snapback-. Vous verrez la semaine prochaine", a affirmé Donald Trump. Les détracteurs de la démarche américaine soupçonnent l'administration Trump de vouloir parvenir avant l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis à cette réimposition controversée des sanctions de l'ONU, au risque de plonger le Conseil dans l'une des pires crises diplomatiques de son histoire. L'Iran a crié victoire après ce rejet, qui a déjà des répercussions sur l'accord nucléaire iranien : Donald Trump ne participera "probablement pas" au prochain sommet des cinq membres permanents du Conseil de sécurité avec l'Iran proposé par son homologue russe, Vladimir Poutine. "Je pense que nous allons attendre jusqu'à après l'élection", a affirmé M. Trump, interrogé sur son éventuelle participation à ce sommet. Seuls deux des quinze membres du Conseil ont voté vendredi pour la résolution, mettant en exergue les divisions entre Washington et ses alliés européens depuis que le président Donald Trump a retiré unilatéralement les Etats-Unis de l'accord international sur le nucléaire iranien en mai 2018. Plusieurs pays pourtant, a priori, favorables à une prolongation de l'embargo, à l'instar des Euro-

péens, ont en effet refusé de jouer le jeu américain. Téhéran a raillé Washington pour son incapacité à obtenir plus qu'une seule voix de soutien, celle de la République dominicaine. Les alliés européens de Washington se sont tous abstenus. Pour le président iranien, Hassan Rohani, les Etats-Unis n'ont pas réussi à mettre fin à ce qu'il a appelé l'accord "à moitié vivant" de 2015 avec les grandes puissances qui a permis à l'Iran d'échapper aux sanctions en échange d'une réduction de son programme nucléaire. "Les Etats-Unis ont échoué dans cette conspiration, humiliés", a déclaré M. Rohani lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision. "A mon avis, ce jour restera dans l'histoire de notre pays et dans l'histoire de la lutte contre l'arrogance mondiale." "Pendant les 75 ans d'histoire des Nations unies, l'Amérique n'a jamais été aussi isolée", a renchéri le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Abbas Mousavvi. Le vote a donné lieu à des réactions mitigées des habitants de Téhéran. "Il s'agit juste d'un autre jeu politique américain. Un jour, ils présentent une résolution au Conseil de sécurité, le lendemain ils disent qu'ils ont saisi" des pétroliers iraniens, a déclaré Ahmad, 61 ans, à Téhéran. Abdoli, 56 ans et employée de pharmacie à Téhéran, a indiqué à l'AFP qu'elle était "heureuse" que l'Iran ait gagné. Mais la République islamique "devrait interagir avec les Etats-Unis et établir des relations." Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a dénoncé une "grave erreur". "Je regrette que le monde entier ne se soit pas associé à la lutte contre le plus grand Etat sponsor du terrorisme pour s'assurer qu'il ne puisse pas avoir de systèmes d'armements présentant un risque, un risque pour le

cosur de l'Europe", a-t-il déclaré. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a jugé "scandaleuse" la décision de ne pas renouveler l'embargo. "Au lieu de s'opposer aux ventes d'armes, le Conseil de sécurité les encourage", a-t-il fustigé. Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a parlé de "mauvaise décision". "Dans sa tentative incessante de se doter d'armes nucléaires et ses efforts d'alimenter la terreur et la violence, l'Iran nuit à la paix dans la région et dans le monde", a-t-il tweeté. Cette décision devrait poser les jalons d'une longue épreuve de force avec des répercussions sur l'accord international conclu en 2015 pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

L'EMBARGO SUR LES ARMES ARRIVE À EXPIRATION LE 18 OCTOBRE.

Or, bien que Donald Trump ait retiré les Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien qu'il jugeait insuffisant, la diplomatie américaine menace désormais d'imposer son statut de pays "participant" à ce même texte pour imposer unilatéralement le rétablissement des sanctions de l'ONU levées en échange de l'engagement iranien à ne pas se doter de l'arme nucléaire. Une telle manœuvre, sur la base d'un argument juridique contesté par de nombreux membres du Conseil, risquerait de pousser l'Iran à claquer définitivement la porte de l'accord nucléaire, dont il a déjà commencé à se désengager. La fin de l'embargo "pourrait avoir de graves conséquences pour la sécurité et la stabilité régionales", a reconnu Anne Guéguen, représentante permanente adjointe de la France auprès des Nations unies.

AFP

VOS PAPIERS...

Aux origines du contournement des frontières au Levant

Les frontières entre le Liban, la Syrie et l'Irak ont pris leur essor il y a un siècle avec l'arrivée au Levant du transport automobile. Leur réalité a évolué au gré de règlements permettant le passage de certains voyageurs privilégiés et freinant les « indésirables ». Même si ces derniers ont souvent réussi à passer entre les mailles du filet.

Cet article s'appuie sur un projet de thèse en histoire qui interroge la construction de nouveaux États dans le Proche-Orient de l'entre-deux-guerres en pensant les questions de mobilité et de construction étatique à travers le prisme du transport automobile. Il est publié en collaboration avec la Société Suisse Moyen-Orient et civilisation islamique (SSMOCI) qui assiste les universitaires dans la rédaction de textes journalistiques sur des sujets de leur domaine de recherche.

Cette thèse s'inscrit dans un projet de recherche plus large intitulé « Towards a Decentred History of the Middle East : Transborder Spaces, Circulations, Frontier Effects and State Formation, 1920-1946 », basé à l'université de Neuchâtel (Suisse). Il fait froid cette nuit du 18 janvier 2018 dans la montagne qui sépare la Syrie du Liban, mais le passeur a dit à Ahmad que la traversée ne durerait qu'une demi-heure. C'est ainsi qu'il est parti dans la neige avec sa famille, trois générations fuyant leur pays sans papiers en règle, en contournant le poste-frontière pour ne pas être refoulés. Après sept années de guerre, leur localité située à la frontière avec l'Irak est devenue invivable. Mais au bout de sept heures de marche, les proches d'Ahmad ont succombé au froid, rapporte l'Agence pour les réfugiés de l'ONU. Comme Ahmad, des milliers de Syriens se sont risqués à traverser la frontière entre la Syrie et le Liban ces dernières années, fuyant la guerre et les persécutions.

En 1925, près d'un siècle plus tôt, les frontières entre le Liban, la Syrie et l'Irak étaient encore en train d'être négociées quand Muhammad Jawad Mughniyya quitta son village natal dans le Jabal Amel, au sud du Liban, et partit en sens inverse pour rejoindre l'Irak. Lui aussi voyageait sans papiers, les autorités de Beyrouth ayant refusé de lui accorder un laissez-passer sous prétexte que son père avait accumulé des impôts fonciers non réglés. Aussi, peu avant d'arriver à Palmyre, dans le désert syrien, son chauffeur lui indiqua comment contourner le poste douanier sans se faire repérer, lui promettant de l'attendre de l'autre côté. À un poste précédent, Mughniyya n'avait convaincu le douanier de le laisser passer qu'en lui glissant quelques pièces dans la main. Cette fois, la stratégie du contournement fonctionna, et Mughniyya reprit la route à travers le désert de Syrie, direction Bagdad. Quelques centaines de kilomètres plus loin, il répéta la même opération avec succès au poste-frontière irakien.

Contrôles douaniers et tas de sable
À l'inverse d'Ahmad, Mughniyya n'est pas devenu clandestin pour fuir un conflit, mais pour aller étudier dans la ville sainte de Najaf. Son séjour en Irak contribua d'ailleurs à



faire de lui un exégète et un penseur reconnu. Cependant, comme les demandeurs d'asile aujourd'hui, Mughniyya faisait partie des voyageurs jugés « indésirables » pour qui l'émergence des frontières s'est révélée un dangereux parcours d'obstacles.

À l'époque, les armées françaises et britanniques occupent le Levant. Au lendemain de la première guerre mondiale, le démantèlement de l'empire ottoman fait place à l'émergence de nouveaux États, comme le « Grand Liban » proclamé par le général français Henri Gouraud le 1er septembre 1920 (renommé République libanaise en 1926). Qui dit nouveaux États dit nouveaux contours territoriaux. Mais, avant d'être des lignes sur une carte, les frontières sont un ensemble de réglementations et de contrôles douaniers qui créent de l'altérité, différenciant le citoyen de l'étranger et stipulant les conditions du passage d'un territoire à un autre. Au moment du voyage de Mughniyya, le tracé de la frontière importait d'ailleurs peu : le contrôle des passeports se faisait en amont, dans les nombreux postes de police répartis entre Beyrouth et Bagdad. De nombreux voyageurs s'amusaient ainsi, lorsqu'ils atteignaient ladite « frontière », de ne voir qu'un tas de sable ou un vague poteau indicateur.

Une frontière, deux classes de voyageurs

Ironie du sort, ces nouvelles réglementations s'établirent en plein essor du transport automobile, innovation technologique qui démultiplia le nombre de voyageurs circulant à travers le Levant. De nouvelles routes virent alors le jour, parfois de simples pistes à travers le désert, reliant les grandes villes aux régions les plus éloignées. Si la traversée du désert de Syrie se faisait auparavant en plusieurs semaines à dos de chameau, la voiture réduisait désormais le temps de trajet à deux ou trois jours. Par ailleurs, les prix pratiqués par les différentes compagnies de transport baissèrent fortement au fil des an-

nées, permettant à des voyageurs aux profils divers de prendre la route. Politiciens, fonctionnaires, marchands mais également intellectuels, pèlerins et vacanciers se mirent à circuler entre le Liban, la Syrie et l'Irak. À cette époque, posséder sa propre voiture était rare ; les gens louaient plutôt un siège dans une voiture collective.

Si le nombre de voyageurs augmentait, tous n'étaient pas logés à la même enseigne. D'un côté, les autorisés voyaient d'un bon œil les déplacements des touristes et des vacanciers. Dès l'inauguration d'un service régulier de transport automobile entre l'Irak et la Syrie, les vacanciers irakiens furent nombreux à venir passer l'été dans les montagnes du Liban et de la Syrie, tandis que les touristes européens commençaient à visiter l'Irak en traversant la Syrie. Conscients de l'opportunité économique, les autorités françaises en Syrie baissèrent le prix des visas touristiques et facilitèrent les formalités douanières pour les touristes. Après de nombreuses plaintes de vacanciers, elles allèrent même jusqu'à modifier la loi sur l'importation de cigarettes vers la Syrie afin d'autoriser les touristes à traverser la frontière en transportant plusieurs centaines de cigarettes. Outre ces vacanciers aisés, les nouveaux États facilitèrent le passage des frontières des hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires et des militaires.

À l'inverse, ils renforçèrent leur contrôle sur la circulation de toute une série de voyageurs et de migrants jugés « indésirables ». Sous ce terme, les gouvernements désignent tous ceux qui pourraient à leurs yeux troubler l'ordre public, menacer la stabilité politique ou représenter un fardeau économique. S'y retrouvent pêle-mêle militants, communistes, voleurs, mais également vagabonds, proxénètes ou prostituées.

Les déplacements des pèlerins de La Mecque étaient eux aussi de plus en plus strictement contrôlés. Les nouveaux États craignaient un afflux de pèlerins sans-le-sou, dont ils de-

vraient assurer le rapatriement vers leur pays d'origine. Par ailleurs, ils les soupçonnaient de propager des maladies comme le choléra depuis l'Inde vers le Proche-Orient et l'Europe. Ces différentes raisons, réelles ou imaginées, poussèrent les gouvernements du Liban, de la Syrie et de l'Irak à instaurer des réglementations spécifiques sur la circulation des pèlerins, en les forçant par exemple à suivre certains itinéraires, ou en leur délivrant un laissez-passer uniquement après le dépôt d'une garantie financière. Si la traversée de la frontière syro-irakienne n'était pas interdite pour ces pèlerins, les formalités qui leur étaient imposées limitaient fortement leurs déplacements.

En 1928, les Français publièrent un décret interdisant aux artistes européens de dancing et de cabaret d'entrer au Liban et en Syrie, de peur qu'elles ne s'adonnent à la prostitution et ternissent l'image de la France.

De leur côté, les Britanniques faisaient de même en Irak et choisissaient par ailleurs de restreindre la mobilité des femmes européennes et américaines, en leur interdisant tout déplacement à l'intérieur du pays sans être accompagnées par un homme.

Autant d'exemples qui mettent en lumière le processus par lequel de nouvelles frontières se sont mises en place au Levant au sortir de la première guerre mondiale. Celles-ci ont pris corps au fil du temps, à mesure que des contrôles étaient effectués sur le terrain et que des réglementations venaient définir les conditions de leur passage. La frontière syro-irakienne se construisait ainsi tout au long des années 1920 et 1930. Par ailleurs, elle était plus ou moins ouverte ou fermée au gré des circonstances. En 1927, une épidémie de choléra dans le sud de l'Irak poussa les autorités françaises en Syrie à fermer partiellement leur frontière. Pour un temps, la traversée du désert entre l'Irak et la Syrie devint plus rigide. Chauffeurs et passagers des voitures à destination de Damas

devaient être vaccinés, et de nouveaux points de contrôle étaient érigés sur les routes pour contrôler et refouler les voyageurs suspectés d'être porteurs de la maladie.

Au-delà de Sykes-Picot

La frontière est donc une réalité dynamique, une institution sociale qui se (re) construit au fil du temps, contrairement au récit courant selon lequel les frontières actuelles du Levant auraient été tracées d'un coup de crayon lors des « accords Sykes-Picot ». En 1916, il est vrai, la France et le Royaume-Uni anticipaient l'effondrement de l'empire ottoman et menaient des négociations sur un partage de la région en plusieurs zones d'influence qui serviraient leurs intérêts économiques, politiques et stratégiques. Mark Sykes et François-Georges Picot définissaient alors plusieurs zones dont le contrôle reviendrait soit à la France soit au Royaume-Uni.

L'image est forte : deux hommes penchés sur une carte discutant du futur de la région, deux puissances européennes traçant « une ligne dans le sable » en guise de frontière, selon la formule poignante, mais simplificatrice, de James Barr. Un siècle plus tard, l'organisation de l'État islamique (OEI) s'est d'ailleurs servie de cette image dans sa propagande. Dans une vidéo publiée en 2014, elle prétend avoir obtenu la « fin de Sykes-Picot » en créant un califat autoproclamé à cheval entre la Syrie et l'Irak. Toutefois, la référence aux accords Sykes-Picot sert plus à légitimer le remodelage territorial de l'OEI dans la région qu'elle ne décrit une réalité historique. Même en mettant de côté l'idée de frontière comme institution (re) négociée au cours du temps, la parenté entre les accords Sykes-Picot et les frontières des États actuels au Proche-Orient est inexacte. En réalité, la délimitation de la frontière syro-irakienne s'est prolongée au moins jusqu'au début des années 1930 par le biais de nombreuses négociations, contestations et ajustements impliquant de nombreux acteurs locaux.

Tout au long des années 1920, les nouveaux États du Liban, de la Syrie et de l'Irak ont intensifié leur contrôle sur la circulation transfrontalière des voyageurs, facilitant le passage de quelques privilégiés et entravant la circulation de ceux dont ils n'espéraient aucun avantage politique ou économique. Ajustables et redéfinissables au gré des intérêts et des circonstances, les frontières émergentes ont ainsi joué le rôle de filtre. Un rôle qui perdure jusqu'à aujourd'hui, malgré l'émergence de nouveaux principes juridiques internationaux comme le droit d'asile, censés laisser les frontières ouvertes aux personnes fuyant les conflits et les persécutions.

Par César Jaquier/ Historien

LE TEMPS

LE CAPITAL NATUREL

Quelle planète après la pandémie?

Au lieu de continuer à trébucher d'une crise à l'autre, nous devons dès aujourd'hui construire un monde plus résilient. Placer la protection de l'environnement et la restauration écologique au centre de la relance post-Covid-19 est la mesure idéale par laquelle commencer, écrit André Hoffmann, homme d'affaires et philanthrope.

Pour les scientifiques, le doute n'est plus vraiment permis: la destruction de la nature rend l'humanité de plus en plus vulnérable aux flambées de maladies, comme la pandémie de Covid-19 qui a contaminé des millions d'individus, en a tué des centaines de milliers et dévasté les moyens de subsistance d'un nombre incalculable de personnes dans le monde. Elle freinera également la reprise économique à long terme, parce que plus de la moitié du PIB mondial dépend d'une manière ou d'une autre de la nature. La crise sanitaire du Covid-19 pourrait-elle être le signal d'alarme – et en fait, l'occasion – dont nous avions besoin pour changer de cap? Si certains dirigeants politiques ont affirmé qu'une pandémie de cette ampleur était imprévue, de nombreux experts jugent qu'elle était en réalité inévitable compte tenu de la prolifération des zoonoses (causées par des agents pathogènes qui se transmettent naturellement des animaux vertébrés à l'être humain). Plus de 60% des nouvelles maladies infectieuses humaines sont désormais d'origine animale. Cette tendance est directement liée aux activités humaines. De l'agriculture intensive à la déforestation, en passant par l'extraction minière et l'exploitation des animaux sauvages, les pratiques destructives que nous jugeons normales nous mettent en contact toujours plus étroit avec les animaux, créant les conditions idéales au franchissement de la barrière de séparation. En ce sens, la maladie à virus Ebola, le VIH, le syndrome respira-

toire aigu sévère (SRAS) et le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) – tous d'origine zoonotique – sont autant d'avertissements que nous avons ignorés. La réaction à la pandémie de Covid-19 pourrait toutefois être différente. Elle a démontré plus vivement que tous les agents pathogènes précédents à quel point la santé et la prospérité humaines sont inextricablement liées au bien-être de notre planète – et à quel point cette causalité nous rend vulnérables. Les propos selon lesquels la protection de l'environnement entraînerait un effondrement de l'économie ne manquent pas seulement de clairvoyance, ils sont contre-productifs. C'est bien la destruction de l'environnement qui donne un coup de frein brutal à l'économie mondiale. En outre, contrairement à ce qui s'est passé lors des précédentes épidémies récentes, le Covid-19 a donné lieu à une intervention étatique sans précédent, avec l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de relance détaillées par les gouvernements. Il s'agit là d'une occasion en or pour ancrer la protection de l'environnement et la restauration écologique dans nos systèmes économiques. Les plans de relance verts présentent de bien meilleurs retours sur investissement que les plans de relance budgétaire traditionnels. Deux principes doivent guider ces plans de relance. Le premier est que la relance budgétaire ne suffit pas à elle seule; de meilleures réglementations environnementales, conçues avec la participation active des entreprises et

des investisseurs, sont également cruciales. Le deuxième est que les fonds publics doivent être alloués de manière à favoriser un meilleur équilibre entre la santé des sociétés, des économies et de l'environnement. Il faut à cette fin investir dans les industries vertes, en particulier celles qui nous rapprochent d'une économie circulaire. Des économistes de premier plan, dont le lauréat américain du Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et le Britannique Nicholas Stern, ont démontré que les plans de relance verts présentent de bien meilleurs retours sur investissement, une création d'emplois plus rapide et de plus importantes économies de coûts à long terme que les plans de relance budgétaire traditionnels. Par exemple, la construction d'infrastructures énergétiques propres – une activité à fort coefficient de main-d'œuvre – créerait deux fois plus d'emplois par dollar dépensé que les investissements dans les combustibles fossiles. Parmi les autres priorités figurent les investissements dans le capital naturel, dont la restauration à grande échelle des écosystèmes forestiers. Cette démarche présente de nombreux avantages importants, tels que le renforcement de la biodiversité, l'atténuation des inondations et l'absorption du dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère. Pour compléter ces efforts, les banques et autres institutions financières doivent être tenues responsables pour les pratiques en matière de crédit qui alimentent les crises environnementales et climatiques.

Certains décideurs sont bien conscients de cet impératif. Le Fonds monétaire international a publié des orientations générales pour une reprise verte et la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a récemment exhorté à conditionner le sauvetage des entreprises à forte intensité de carbone à des engagements écologiques. Le gouvernement français a déjà adopté une telle approche. L'Union européenne a de son côté élaboré un plan de relance post-Covid-19 qui complètera le Pacte vert (Green Deal) européen dont l'objectif est de restaurer la biodiversité et d'accélérer la transition vers une économie neutre en carbone. Un collectif de plus de 180 politiciens, chefs d'entreprise, syndicats, ONG et groupes de réflexion européens a récemment signé un appel visant à mettre la transition écologique au cœur de la relance post-crise du coronavirus. Pour parvenir à une reprise économique mondiale durable, il faudra toutefois que bien plus de gouvernements adoptent des plans de relance verts. Mais, jusqu'à présent, nombre d'entre eux font exactement le contraire, allouant des ressources à des industries et des activités destructrices pour l'environnement. Par exemple, selon les recherches auxquelles ont participé Stern et Stiglitz, le renouement sans conditions des compagnies aériennes est le pire qui soit en termes d'impact économique et de mesures climatiques. Elles bénéficient pourtant d'aides à hauteur de plusieurs milliards de dollars, notamment aux Etats-Unis, souvent avec

peu de conditions. En fait, selon le récent rapport Green Stimulus Index, plus d'un quart des fonds consacrés à la reprise dans 16 des principales économies mondiales sont susceptibles de provoquer des dommages environnementaux sérieux et durables. Certains gouvernements, dont l'administration du président américain Donald Trump, ont même assoupli les réglementations environnementales pour aider les principaux pollueurs à surmonter la crise. Il est de plus en plus difficile de justifier cette approche. N'oublions pas que juste avant la pandémie, certains pays étaient ravagés par des incendies et des inondations sans précédent. A mesure que s'accroît le changement climatique, les événements météorologiques extrêmes provoquant ces catastrophes deviendront de plus en plus graves et plus fréquents. Certains responsables politiques et des intérêts particuliers peuvent bien tenter de détourner l'attention des défis qui nous attendent. Mais cela n'empêchera pas la survenue de nouvelles crises, qui n'attendront certainement pas que le monde se soit remis du Covid-19. Au contraire, le retour aux pratiques usuelles pourrait augmenter la probabilité qu'elles surviennent. Au lieu de continuer à trébucher d'une crise à l'autre, nous devons dès aujourd'hui construire un monde plus résilient. Placer la protection de l'environnement et la restauration écologique au centre de la relance post-Covid-19 est la mesure idéale par laquelle commencer.

Par André Hoffmann

l'Economiste

Libye : la guerre du ciel

Depuis quelques années, la Libye est devenue l'une des plus grandes arènes de guerre au monde et un immense laboratoire pour les pays producteurs d'armes. L'idée de résoudre le problème des deux parties en Libye en conflit, grâce à une initiative politique satisfaisante pour tous, sous le parrainage des Nations unies, ne semble pas constituer un véritable enthousiasme des parties impliquées. Il est de notoriété publique que la Libye à une position géopolitique et économique qui intéresse les puissances mondiales. Considérant que la Libye est l'une des plus riches portes de transit pour les marchés et les richesses africaines, et au vu de l'importance du croissant pétrolier libyen et des champs de gaz naturel dispersés sur une large superficie du pays représentent une grande source d'énergie prometteuse pour les pays intervenants. Durant le renversement du régime du colonel Mouammar Kadhafi, le pays a été le témoin d'un conflit entre des forces politiques et idéologiques internes et externes sous contrôle, dont certaines étaient fortement soutenues par des pays arabes et étrangers qui ont poussé à tout prix à un règlement militaire du conflit libyen. Tous les pays arabes, impliqués dans le dossier libyen, ont soutenu le gouvernement libyen de l'Est. Ils ont fournis aux forces du maréchal Khalifa Haftar, du matériel de guerre et d'énormes sommes d'argent, à l'exception des Emirats Arabes Unis, qui étaient parfaitement conscients d'accomplir des objectifs de guerre, en ce sens disposer de capacités militaires qui lui permettent de mener des combats dans un champ de bataille tridimensionnel. Cette générosité des fils de Sheikh Zayed sur le champ de bataille libyen a permis au maréchal Haftar d'acquérir un premier lot d'armes antiaériennes composées d'un système de missile sol-air

américain MIM-23 Hawk fabriqué par Raytheon Corporation avec une vitesse de lancement de 2,4 Mach et une tête militaire plus de 54 kg et dont le prix est de 30.000.000 USD/Batterie. Le deuxième lot est composé de missiles anti-aériens de fabrication russe sol-air Pantsir S-1 fabriqué par Ulyanovsk Mechanical Plant, avec une vitesse de lancement de 3,8 Mach et une tête destructrice pesant 5 kg pur un prix de 14.670.000 USD/Unité. Ces systèmes anti-aériens devaient prévenir le risque de possibles frappes aériennes des avions de combat du gouvernement d'Al-Sarraj à partir de leurs bases militaires et sécuriser les centres de commandements et des opérations du maréchal Haftar et ses sites militaires vitaux. Ce n'est pas le premier soutien militaire des Emirats arabes unis au gouvernement de l'Est. Ceux-ci avaient déjà fourni au gouvernement d'Abdullah Al-Thnay des avions de combat légers du type AT-802L Longword capables de transporter des missiles, des roquettes et des bombes qui ont permis à ce chasseur de combat de détruire les systèmes anti-aériens de l'ennemi et ses infrastructures. Afin d'accroître les frappes militaires contre le gouvernement de Fayez al-Sarraj, Khalifa Haftar a eu recours à des drones (le Wing Loong) de fabrication chinoise, acheté par les Emirats arabes Unis et dirigés depuis les stations terrestres de la base militaire d'Al-Khadim à l'est de Benghazi, ce qui a permis aux forces terrestres d'envahir l'ouest libyen dans ce qui allait être appelé l'opération « KARAMA ». Cela a été lancé à travers plusieurs axes de combat, dont le plus important est l'axe Bani Al-Walid Tarhuna et l'axe Zlitan Al-Zawiya, sachant que Tripoli était au bord d'une chute retentissante si la Turquie n'était pas intervenue à temps. Le 27 novembre 2019, la Turquie et le gouvernement internationalement reconnu de Fayez al-Sarraj

ont ratifiés un accord de coopération militaire qui permet à la Turquie d'intervenir sur terre, mer et l'espace aérien libyen. Cela s'est concrétisé la première fois par l'intervention de l'armée de l'air turque par le drone Bayraktar-TB2, qui a lancé la plus grande attaque de drones de l'histoire de l'humanité. Il y a eu plus de 1100 attaques de drones en moins de 3 ans. En peu de temps, la Turquie a réussi à inverser l'équation sur le terrain et à cibler les points de collecte des forces du maréchal Haftar et à couper les voies d'approvisionnement. Ce qui a fait que l'avant-garde de son armée souffrait de l'isolement sur le terrain après l'aggravation du nombre de blessés, l'épuisement de munitions et le manque de véhicules de combat, en plus des coups douloureux reçus par les forces de Haftar en peu de temps. La politique mondiale relative à la pandémie de la Covid-19 de suspendre les vols les a empêchés de facturer des vols d'évacuation médicaux pour soigner les combattants ailleurs. Ce qui a obligé les commandants de l'opération « KARAMA » de donner des instructions afin de se retirer immédiatement de Sorman. Ceci a conduit à la libération de 5 autres villes libyennes, à savoir Sabrata, Al-Ajlal, Al-Jumayel, Rikdalin, Zlitan et deux régions stratégiques comme Mellita et el Assa et cela en seulement 7 heures le 13 avril 2020 après un assaut sauvage lancé par les forces du « Borken al ghadhab » du gouvernement de l'ouest. En examinant les caractéristiques techniques du Bayraktar-TB2, on peut remarquer que l'industrie militaire turque est devenue très respectable. Mais pas au point d'être une armée disposant d'un armement du niveau du maréchal Haftar en 7 heures. Nous avons déjà dit que les forces du gouvernement de l'Est possèdent des systèmes antiaériens américains et russes qui peuvent facilement chasser

les drones turcs. Mais ces systèmes antiaériens sont concentrés dans les bases arrière de l'armée et au siège du commandement et des opérations. Il n'est pas possible de les placer en première ligne pour leur coût élevé et la difficulté à les manœuvrer en raison de leur poids. Les cibles détruites par l'armée de l'air turque ne sont que des lignes d'approvisionnement de l'avant-garde de l'armée de Haftar ou certains atterrissements militaires qui ne possédaient que des canons de 14,5 ou 20 mm, dont le plafond opérationnel ne dépasse pas 2000 mètres. Cela donne aux drones une grande marge de manœuvre pour faire face aux objectifs. Entre décembre 2019 et mars 2020, Haftar a abattu 3 Bayraktar TB2 en se servant des Pantsir S-1 et ceux, malgré l'implantation du système de brouillage KORAL pour tromper le radar. Jusqu'à 5 Mai 2020, 12 drones de ce type ont été déclarés détruits. La Turquie a eu recours au drone israélien Harop qui dérive du drone furtif Hartyf. Nous pouvons observer la relative supériorité du drone Wing Loong au détriment du drone Bayraktar TB2 en termes de charge maximale, vitesse et altitude opérationnelle de combat en plus du prix différentiel. Cependant, les drones turcs restent une machine de guerre efficace et redoutable s'ils sont utilisés pour combattre des groupes terroristes ou pour frapper des sites ne disposant pas de fortification antiaériennes. Ils réussissent également très bien à frapper des convois militaires et des rassemblements de troupes et à couper des routes d'approvisionnement, mais leur succès reste relatif en l'absence d'attaques terrestres auxiliaires. Et ce n'est qu'une cible suspendue dans le ciel qui est facilement accessible par les systèmes de missiles MIM-23 Hawk et Pantsir S-1 du fait de leurs faibles vitesses.

Par Jied Aouij

ARCHÉO

Une tête de requin géant vieille de 330 millions d'années

Dans une grotte du Kentucky, des archéologues ont déterré des restes de requins vieux de plusieurs centaines de millions d'années. A cette époque, la région était recouverte par les eaux.

Une découverte de taille. Le 31 janvier 2020, le média américain CNN nous apprend qu'une équipe d'archéologues a déterré des restes de 15 à 20 espèces de requins fossilisés, au fond d'une grotte située dans l'Etat du Kentucky. Parmi ces restes, les chercheurs ont identifié des ossements issus du crâne d'un requin géant, qui aurait vécu... il y a environ 330 millions d'années.

"Enormément de dents de requins visibles sur les photos" La trouvaille date du mois de novembre, lorsque les deux chercheurs Rick Olson et Rick Toomey cartographiaient le réseau souterrain du parc national de Mammoth Cave, constitué de plus de 600 kilomètres de galeries.

Pendant leurs recherches, les deux hommes sont tombés sur des restes de requins fossilisés piégés dans la roche. Ils ont alors envoyé des photos de leurs découvertes à John-Paul Hodnett, paléontologue au Dinosaur Park (Maryland).

"Il y avait énormément de dents de requins visibles sur les photos, se remémore l'expert, dont l'attention a vite été attirée par la tête de requin se détachant de la paroi rocheuse. Ce n'était en fait pas un squelette mais simplement des parties de la tête d'un requin : une tête elle-même assez grosse. On peut même reconnaître la partie de la mâchoire où elle était attachée au crâne, ainsi qu'une partie de son menton."

Une région autrefois enfouie sous les eaux Mais comment se fait-il que des chercheurs déterrent des fossiles d'animaux sous-marins dans le Kentucky, Etat séparé de l'océan par plusieurs centaines de kilomètres ? Tout simplement car à l'ère paléozoïque, une grande partie de l'Amérique du Nord était recouverte d'océans.

Les restes des animaux morts ont alors été pris au piège dans des sédiments, transformés en matière calcaire lors de la formation de ce réseau de grottes. L'observation des dents présentes sur le crâne a d'ores et déjà permis au paléontologue John-Paul Hodnett d'arriver à une conclusion : les restes du crâne retrouvés dans la grotte auraient appartenu à un *Saivodus striatus*, une espèce proche du grand requin blanc mesurant cinq à six mètres de longueur.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

En 2100, 75% de l'humanité pourrait être menacée de mourir de chaud

OK, 2100 c'est pas pour demain. Mais depuis une décennie, les voix s'élèvent pour exposer leurs scénarii de l'extinction de l'espèce humaine. Plus on avance, plus c'est concret. Plus on avance, plus c'est proche. Ainsi, une étude de chercheurs américains annonce que les trois quarts de l'humanité qui pourrait mourir de chaud d'ici 2100.

En 2020, quelle est la situation ?

Les étés se succèdent. Les records de chaleur tombent. Les taux de précipitations se réduisent. Selon une étude de 2018, publiée par des chercheurs de l'Université d'Hawaï dans la revue *Nature Climate Change*, 30% de la population mondiale serait exposée aux fortes chaleurs plus de 20 jours par an. Cela représente 13% de la surface du globe, à forte densité de population.

Pour mémoire, l'été 2003 avait été particulièrement meurtrier en France et en Europe : l'été de la canicule. 19.490 personnes sont décédées du fait de la canicule dans l'hexagone (source Inserm 2007), et près de 70.000 morts en Europe. Les conséquences avaient alors été terribles : feux de forêts, stress hydrique, agrosystème pénalisant l'agriculture, écosystème bouleversé, et les traditionnels montées de eaux, fonte de la calotte glaciaire. En 2018, le *Worldwide Weather Attribution* avait constaté un doublement des probabilités de vagues de chaleur meurtrières en 20 ans. Et tous ne sont pas égaux devant ce risque. Dublin multiplie par 2 le risque, mais Copenhague par 5.

De 2020 à 2050

Les vagues de chaleur devraient être plus fréquentes. Voilà. Tout simplement ! Le *Metoffice*, l'équivalent britannique de Météo France, a estimé que les moyennes de température, lissées sur une année, devraient être de 1,06 à 1,62°C plus élevées qu'à la normale entre 2020 et 2025. Météo France projetait quant à eux des vagues deux fois plus fréquentes à l'horizon 2050.

En 2100, les 3/4 de l'humanité pourraient être menacés de mourir de chaud. Toujours selon l'analyse publiée dans la revue *Nature Climate Change*, les estimations pourraient monter à 75% ! 50% de la population serait exposée à ces vagues de chaleur si la hausse des



températures est maintenue sous les 2°C comme le prévoit l'accord de Paris sur le climat. Mais ce peut être 75% de la population mondiale exposée aux vagues de chaleur au moins 20 jours par an d'ici à la fin du siècle au regard de l'augmentation des gaz à effet de serre actuelle. Une hypothèse plausible tant l'après-Cop-21 n'a pas démontré son utilité, tant certains politiques ont annoncé ne pas se soucier de cette contrainte pour leur politique (Donald Trump, si tu me lis). Pour éviter ce sombre dessein, les scientifiques martèlent toujours le même crédo : réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour arriver à ce chiffre catastrophe, l'équipe de chercheurs américains a examiné 1949 vagues de chaleur mortelles depuis 1980.

Pourquoi meurt-on (littéralement) de chaud ?

On meurt de chaud car notre corps est confronté à une température élevée et un taux d'humidité important. La température

normale du corps est de 37,5°C. Lorsqu'il fait chaud la température du corps a tendance à augmenter. Cela lui permet de créer de la transpiration qui humidifie l'épiderme pour que les courants d'air rafraichissent le corps et pour évacuer la chaleur. De plus, en augmentant sa température, le corps va essayer de diminuer sa dépense énergétique (également producteur de chaleur). Le cerveau ordonne d'augmenter la fréquence de respiration pour aller chercher de l'air frais en vue de se rafraichir. Enfin, le corps se déshydrate très rapidement. Tout cela met à rude épreuve le coeur, les reins, et le cerveau. Le corps, à partir d'un certain niveau, n'arrive plus à se débarrasser du surplus de chaleur. Et la machine s'emballle un peu. En substance, il y a 4 manières de mourir de chaud :

- L'augmentation du débit sanguin périphérique entraîne une diminution du débit sanguin artériel. En conséquence, l'oxygénation des organes est moins bonne,

et les molécules toxiques sont moins éliminées. Cela s'appelle l'ischémie.

- Et l'emballlement fait que les cellules, les membranes, le sang sont plus perméables aux toxines, et aux agents pathogènes. Le corps a du mal à dégrader les cellules endommagées. Et tout cela "contamine" le corps. On parle là de Cytotoxicité, de Rhabdomyolyse
- Le cerveau entraîne la production excessive de cytokines pro et anti-inflammatoires qui entraînent des poussées de fièvre importantes.

- Enfin, une température du corps élevée change la composition chimique du sang qui peut se coaguler, entraînant des nécroses (mort d'un tissu organique) et des caillots de sang. Bien évidemment le seuil n'est pas le même pour tout le monde. La morphologie, l'habitude des fortes températures, l'âge, le système immunitaire, et l'activité physique ont des influences sur la capacité de notre organisme à surmonter la chaleur.

THAÏLANDE

Un canal de 240 kilomètres contre les inondations

Le gouvernement thaïlandais prévoit un budget 100 milliards de bahts (environ 3,2 milliards de dollars) pour aménager un canal de 240 kilomètres reliant la province de Chai Nat au golfe de Thaïlande afin d'éviter les inondations dans le centre du pays, selon l'Office des ressources nationales en eau (Office of National Water Resources - ONWR).

La construction de l'ouvrage devrait commencer l'année prochaine et il faudrait 10 ans

pour l'achever, a déclaré Somkiat Prajamong, secrétaire général de l'ONWR. Il s'agit de l'un des neuf mégaprojets d'infrastructure de gestion de l'eau du gouvernement visant à empêcher la répétition des inondations catastrophiques de 2011 dans le royaume qui avait fait plus de 800 morts et entraîné le déplacement de millions de personnes. Le plan directeur, baptisé "Plans de gestion des inondations pour le bassin du fleuve Chao Phraya", a été rédigé par des

agences gouvernementales en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

L'ONWR a déclaré que ce canal de 240 km est le plus grand projet en termes d'investissement, ajoutant qu'il devrait être construit à l'écart de zones d'habitations.

Le 12 août, le cabinet thaïlandais a approuvé 11,8 milliards de bahts supplémentaires (387,9 millions de dollars) pour lutter contre la sécheresse et les inondations dans tout le pays.

SRI LANKA

Le confinement a offert un répit aux éléphants menacés

Au Sri Lanka, le confinement dû au nouveau coronavirus a réduit les confrontations entre humains et éléphants, qui finissent régulièrement dans le sang, selon les défenseurs de l'environnement.



Chute du nombre de décès d'éléphants pendant l'isolement
Un record de 405 éléphants ont péri de la main de l'Homme en 2019 dans le pays, contre 360 l'année précédente, d'après les statistiques gouvernementales. Et 121 personnes, contre 96 en 2018, ont été tuées par des éléphants, qui pour la plupart étaient venus chercher de la nourriture dans des villages du fait de la diminution drastique de leurs zones d'habitation. "Nous pouvons dire que le conflit humains-éléphants s'est apaisé pendant le confinement", a souligné Jayantha Jayawardene, un spécialiste des éléphants mondialement reconnu, au cours d'une conférence organisée en vue de la Journée mondiale des éléphants le 12 août 2020. "Mais ce n'est que temporaire. Les agriculteurs vont commencer à défendre leurs récoltes et les tueries vont reprendre", s'est-il empressé d'ajouter. Sumith Pilapitiya, un défenseur des animaux et ancien directeur général du Département gouvernemental de la faune et de la flore sauvages, estime à 40% la

chute du nombre de décès d'éléphants pendant l'isolement, qui a débuté en mars et s'est officiellement achevé fin juin. La plupart des éléphants tués le sont par balle ou empoisonnement, par des paysans qui tentent de les tenir à l'écart de leurs terres. Même s'ils sont considérés comme sacrés et protégés dans ce pays à majorité bouddhiste, les poursuites restent rares.

Une espèce en danger

En moyenne 240 éléphants ont été tués chaque année entre 2010 et 2017, et le rythme s'est accéléré depuis, selon M. Pilapitiya. "L'éléphant asiatique est une espèce classée 'en danger' et nous ne pouvons donc pas nous permettre de perdre des éléphants à cette cadence", a-t-il dit à l'AFP. Il espère qu'une "diminution significative" des morts, pendant la période au cours de laquelle les habitants de tout le pays ne pouvaient sortir de chez eux que pour se procurer des denrées essentielles, conduira à un bilan en baisse sur l'ensemble de l'année. La fermeture des parcs

naturels pendant la pandémie a aussi provoqué une recrudescence du braconnage de tous les animaux sauvages, conduisant le gouvernement à sévir. "Les heurts entre éléphants et humains ont reculé mais il y a eu davantage de chasse pour la viande", explique Jagath Gunawardena, un avocat spécialisé dans le droit environnemental, soulignant que les forces de l'ordre étaient occupées par la gestion de la pandémie, ce qui a facilité la chasse illégale. Le dernier recensement établit à environ 7.000 la population des éléphants du Sri Lanka, contre 12.000 au début des années 1900. Un nouveau panel d'experts devait se réunir pour la première fois à l'occasion de la Journée mondiale des éléphants de l'année 2020, pour déterminer des mesures susceptibles d'apaiser les relations entre les grands mammifères menacés et les humains. "Cela pourrait être un moment propice et nous espérons que le gouvernement va mettre en oeuvre les recommandations de ce comité", a-t-il déclaré.

Pendant le confinement, M. Pilapitiya a accompagné des zoologistes qui ont dit avoir repéré des bébés éléphants jumeaux au sanctuaire de Minneriya, au nord-est de Colombo - la première paire jamais vue en liberté au Sri Lanka et une rareté dans le monde entier.

Un coup dur pour le tourisme

Bien que le confinement ait pris fin le 28 juin, les frontières du Sri Lanka sont restées fermées aux touristes, un coup dur pour certains habitants qui dépendent des éléphants pour leurs revenus. Le sanctuaire d'éléphants de Pinnawala a fermé pendant le confinement par crainte que les animaux ne contractent le virus. Il a rouvert le mois dernier, mais ses 84 éléphants ont été peu perturbés par les touristes. "Presque personne ne vient en semaine", constate Suneth Sanjeeva, qui exploite un magasin à 80 kilomètres à l'est de Colombo, tandis que la patronne d'un restaurant de 200 couverts situé non loin ne sert presque plus personne.

ILE MAURICE

Une barrière de cheveux pour contrer la marée noire

Le 25 juillet 2020, un navire chargé de 3800 tonnes de fioul et 200 tonnes de diesel heurte un récif à Pointe d'Esny, à l'île Maurice. Une fissure dans la coque du bateau a laissé fuir près de 1200 tonnes de fioul dans l'océan, provoquant une terrible marée noire. Face au désastre, les habitants de l'île ont mis tous les moyens en oeuvre pour limiter la propagation des hydrocarbures et préserver les côtes et les plages de cette substance toxique pour les écosystèmes.

Des boudins de dépollutions constitués de cheveux

Quitte à employer parfois des moyens étonnants, comme la mise en place d'immenses chaînes de boudins flottants... remplis de cheveux ! "Grâce à ses propriétés lipophiles, le cheveu est capable de fixer les hydrocarbures à sa surface", explique le coiffeur varois Thierry Gras, fondateur de l'association Coiffeurs Justes, et qui a travaillé à l'élaboration de ces filtres antipollution réalisés à partir de matière capillaire. Une idée originale, et très efficace : 1 kg de cheveux absorbe entre 6 et 8 litres d'hydrocarbures ! Mais quel est le secret du cheveu pour capter ces matières polluantes ? La clé se trouve dans sa composition, et plus particulièrement sa couche externe - la cuticule - composée de cellules en forme d'écailles qui se superposent les unes sur les autres. Le pétrole est piégé par cette structure en écailles, et ne peut ensuite être décollé qu'à l'aide d'un lavage au shampoing.

Plusieurs tonnes de cheveux envoyées à l'île Maurice

Pour fabriquer ces boudins, pas besoin de matériel coûteux : de simples collants usagés sont garnis de matière capillaire : "On peut mettre jusqu'à 1 kg de cheveux dans un seul collant", précise Thierry Gras. Dans le cas d'une marée noire comme celle qui touche l'île Maurice, le filtre s'imbibe en seulement quelques minutes, à la manière d'une grosse éponge. "Il n'est pas nécessaire de le jeter une fois qu'il est plein d'hydrocarbures, explique le coiffeur varois, le filtre est lavable et on peut le réutiliser 6 à 10 fois !"

ESPACE

Après trois reports, la fusée Ariane-5 a décollé depuis Kourou

Lancement réussi pour la fusée Ariane 5 Après trois reports, la fusée Ariane 5 a pu décoller samedi depuis Kourou, en Guyane française, et mettre en orbite deux satellites de télécommunications et un ravitailleur, selon une retransmission sur le site d'Arianespace. "Dans le cadre de cette mission, trois satellites ont été embarqués à bord de la fusée Ariane 5 la plus performante jamais lancée, démontrant ainsi la compétitivité de nos solutions de lancement et notre capacité à innover en continu", se réjouit Stéphane Israël,

Président exécutif d'Arianespace dans un communiqué. Pour ce vol, la capacité d'emport d'Ariane 5 a été augmentée de 85 kg. Le lanceur lourd européen s'est arraché du sol à 19h04, heure de Kourou (23h04 GMT) dans la nuit du 15 au 16 août pour une mission d'environ 48 minutes, du décollage jusqu'à la séparation des satellites. Le lancement, initialement programmé pour le 28 juillet, avait une première fois été repoussé "afin de procéder à des inspections techniques complémentaires", puis à nou-

veau à cause "d'un comportement anormal d'une sonde dans le réservoir hydrogène liquide de l'étage principal cryotechnique Et une troisième fois, jeudi, pour des "conditions défavorables de vent en altitude". Arianespace signe là son premier lancement depuis le gel des activités du port spatial européen décrété mi-mars par le Centre national d'études spatiales (CNES) en raison du Covid-19. Une fusée européenne Vega devait décoller mi-juin mais le lancement a dû être reporté plusieurs fois à cause de conditions météo particulièrement défavorables.

Son lancement est maintenant programmé pour le 1er septembre, a annoncé samedi Stéphane Israël. Ariane 5 emporte avec elle deux satellites de télécommunications (Galaxy 30 et BSAT-4b) au profit des opérateurs Intelsat et B-SAT et un véhicule de maintenance de satellites (MEV-2) pour Spacelogistics LLC qui doit s'arrimer à un autre appareil déjà en orbite (Intelsat 10-02). Ce lancement était le 109ème d'Ariane 5, le troisième d'Ariane 5 en 2020 et le troisième de l'année au Centre spatial guyanais (CSG), rappelle le Cnes.

TÉLÉ

VISION



CANAL+ Mrs. America

21h01



Au mois de janvier 1973, le débat sur l'avortement fait rage aux Etats-Unis.

C 8 Inspecteur Barnaby

21h15



Le cadavre d'un fermier, Martin Strickland, est découvert attaché à un arbre dans les bois.

TMC Inception

21h05



Dominic Cobb est un voleur un peu particulier : il dérobe des informations en pénétrant le subconscient de ses victimes.

france.3 Recherche héritiers

21h05



Les notaires font appel aux services de généalogistes successoraux.

france.2 Motive: Le mobile du crime

21h05



L'équipe se penche sur le meurtre d'un voleur, survenu lors du braquage à main armée d'un fourgon blindé.

M Les nouvelles aventures d'Aladin

21h05



Sam et son meilleur ami, déguisés en Pères Noël, projettent de dévaliser un grand magasin à sa fermeture.

TF1 SERIES FILMS La vérité sur l'affaire Harry Quebert

21h00



Le sergent Gahalowood est furieux lorsque Marcus lui apprend qu'il est allé voir Elijah Stern, riche bienfaiteur local.

Selon un sondage, Sean Connery est le James Bond préféré des Britanniques



Le peuple britannique s'est prononcé : Sean Connery est le meilleur James Bond de tous les temps. Lacteur de 89 ans, qui a le premier incarné le célèbre agent de sa majesté, est sorti gagnant d'un sondage organisé par Radio Times en remportant 56 % des suffrages. Juste après lui sur le podium, on trouve Timothy Dalton et Pierce Brosnan. Les grands perdants sont donc Roger Moore, Daniel Craig et George Lazenby. Certains pourront trouver les résultats contestables, car la méthode de comptage n'était pas très claire !

Pour la petite anecdote, il faut savoir que Ian Fleming, le père de 007, voulait Cary Grant pour incarner son personnage à l'écran, comme le rappelle le Guardian. Mais au final, l'auteur s'est ravisé face à la performance de Sean Connery dans James Bond contre Docteur No en 1962, le film ayant rencontré un énorme succès commercial et critique. Par ailleurs, et même s'il est loin d'avoir remporté les sondages, Daniel Craig est l'acteur qui aura incarné le plus longtemps le célèbre agent secret. 14 années de bons et loyaux services dus en grande partie à de très longues pauses entre les films.

A ce titre, Mourir Peut Attendre, le 25e opus de la franchise, qui marquera aussi les adieux de Daniel Craig, est toujours attendu pour une sortie au mois de novembre prochain. Mais dans le contexte de la pandémie, il faut évidemment rester prudent alors même que de nombreux cinémas restent fermés à travers le monde.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication
Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

LES TRAVAUX DE RESTAURATION SERONT LANCÉS PROCHAINEMENT

Classement du Théâtre d'Oran : la procédure bien avancée

La procédure portant classement du Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO) comme patrimoine national est bien avancée.

"Des réunions ont été tenues avec les cadres compétents de la tutelle, donnant lieu à un travail d'expertise pour le relevé détaillé des éléments patrimoniaux et un diagnostic de l'état des lieux au plan architectural", a expliqué le directeur de cette infrastructure culturelle, Mourad Senouci. En outre, le directeur du TRO a fait part de la préparation du lancement des travaux de restauration des statues et vitrage de la coupole du Théâtre, opération également annoncée par la ministre de la Culture et des Arts lors de sa dernière visite de travail à Oran.

"La restauration sera lancée prochainement et réalisée par des architectes tchèques experts dans le domaine, et cela, dans le cadre de la coopération avec la République Tchèque", a précisé M. Senouci. L'action de restauration verra l'implication d'étudiants de l'Ecole des Beaux-Arts et de jeunes architectes, contribuant

ainsi à la consolidation de leur formation pratique, a fait valoir le directeur du TRO.

Pour rappel, le Théâtre régional d'Oran, qui porte le nom du grand dramaturge Abdelkader Alloula, a été créé par décret le 16 avril 1973.

L'édifice c'est un ancien opéra bâti en 1905 et qui a ouvert ses portes en décembre 1907. A l'indépendance du pays, l'opéra est nationalisé au même titre que tous les autres théâtres d'Algérie et devient propriété du Ministère de la Culture.

L'institution a été dénommée d'abord le Théâtre national algérien d'Oran (T.N.A d'Oran), ensuite le Théâtre national de l'ouest algérien (T.N.O.A) puis le Théâtre régional d'Oran.

Le théâtre, qui draine plus de quatre-vingt (80 000) mille spectateurs par an, rassemble en moyenne 224 spectateurs par représentation, à un rythme de 25 représentations par mois.

APS



FIFAD 2020

Le Festival du film alpin récompense un documentaire polonais sur l'Himalaya

L'histoire d'une expédition, sans succès, de 2018 sur le MK2 remporte le prix du Festival des Diablerets. Malgré une fréquentation en chute d'un tiers, les organisateurs estiment avoir surmonté les épreuves des mesures Covid-19

La 51e édition du Festival international du film alpin des Diablerets (FIFAD) s'est achevée samedi sur un «succès au-delà des attentes» dans le contexte du coronavirus, selon ses organisateurs. Le Grand Prix a été décerné au réalisateur polonais Dariusz Zaluski pour The Last Mountain. Le FIFAD a aussi récompensé cinq films d'un Diable d'or: Rouge Gorge de la Française

Marie-Pascale Dubé (catégorie «culture du monde»), Le marathon de Katherine du Suisse Nicolas Falquet («sports extrêmes»), L'ours en moi du Suisse Roman Droux («exploration et aventures»), Jour d'après du Français Jérémie Grojnowski («nature et environnement») et Cholitias des Espagnols Jaime Murcigo et Pablo Iraraburu («montagne»).

Le Prix spécial du jury est revenu au Suisse Cyril Delachaux pour son film Tandems sur le ski pour malvoyants. Journaliste au Temps, Simon Gabioud est distingué pour son film Paysan du ciel sur la vie d'un homme ayant passé 60 ans dans un alpage. Nouveauté cette

année, le FIFAD a décerné un Prix de la narration. Il est revenu au Français Luc Marescot pour Poumon vert et tapis rouge, un thriller écolo.

Le festival a également récompensé cette année «deux alpinistes de légende»: Paul Bonhomme et le Grand Prix du livre de montagne pour son ouvrage Raide Vivant et Christophe Profit le Mérite Alpin 2020 pour l'ensemble de sa carrière. Plus de 50 films ont été présentés en compétition pour cette 51 édition du FIFAD, qui s'est tenue du 8 au 15 août. Ils avaient été sélectionnés sur près de 190 films reçus.

AFP

LITTÉRATURE

Controverse autour d'un prix littéraire vénézuélien

Un groupe d'auteurs hispanophones s'est récemment opposé à la tenue du prestigieux Prix Romulo-Gallegos, au Venezuela. La récompense littéraire serait devenue un simple organe de propagande au service de Nicolás Maduro, le très contesté président vénézuélien.

Après 5 ans d'absence, le prix international Rómulo Gallegos va être de nouveau décerné en novembre prochain. Mais bien avant que le jury n'ait choisi son lauréat, la récompense littéraire fait déjà l'objet d'une polémique : un groupe d'écrivains accuse le

Gallegos d'être devenu un simple outil politique en faveur du gouvernement de Nicolás Maduro. En juin, l'écrivain vénézuélien Rodrigo Blanco Calderón, lauréat 2019 du Prix biennal du roman Mario Vargas Llosa pour son roman La Nuit, a manifesté son indignation sur Twitter en publiant la liste des candidats : « Il suffit de regarder la liste des œuvres en compétition pour voir que le Prix Rómulo Gallegos est devenu un refuge pour les partisans de la dictature chaviste. Aucun auteur vénézuélien qui se respecte ne se prête à cette farce », a-t-il ajouté. Décerné en théorie

tous les deux ans, ce prix créé en 1964 est considéré comme la plus haute distinction littéraire d'Amérique latine. Mario Vargas Llosa, Gabriel García Márquez, Roberto Bolaño... Les plus grands écrivains sud-américains ont été sacrés. Mais, depuis l'élection du défunt président Hugo Chavez, l'État s'est mis à intervenir de plus en plus dans les affaires culturelles du pays, jusqu'à s'immiscer dans la formation du jury en 2005. Depuis, le prix aurait perdu de son lustre, ce que contestent ses organisateurs. Le Centre d'études latino-américaines Romulo-Gallegos (Celarg)

qui s'occupe de la récompense dénonce une campagne de diffamation, notamment de la part du journal d'opposition vénézuélien El Universal. Une série d'articles aurait pour but de faire renoncer les écrivains à participer au concours littéraire.

Alors que le prix devrait renaitre de ses cendres cette année, il se retrouve au cœur des tensions qui animent la société vénézuélienne. Et, si 200 participants sont toujours en lice, la récompense littéraire risque fort de s'effacer devant les conflits politiques qu'elle a réveillés.

R.C

Brèves

The Crown : Jonathan Pryce rejoint la série Netflix

Alors que l'on attend toujours la sortie de la saison 4 de "The Crown", prévue pour le 17 novembre prochain, Jonathan Pryce vient de signer pour rejoindre la distribution des cinquième et sixième chapitres de la série. Aucune de ces deux dernières saisons n'a de date de sortie pour le moment. The Crown s'intéresse à la vie de la Reine Elizabeth II, de son mariage en 1947 à son règne actuel. La première saison raconte son arrivée au pouvoir, lorsqu'elle se retrouve propulsée à la tête de la plus célèbre monarchie du monde et doit nouer des relations avec Winston Churchill, et les événements qui s'en suivent jusqu'en 1955. La deuxième s'étend de 1956 à 1964, et la troisième de 1964 à 1977. Le quatrième chapitre à venir s'intéressera à la période durant laquelle Margaret Thatcher était la Première Ministre du Royaume, et on pourra y voir Diana Spencer et le prince Andrew. Les princes William et Harry y seront aussi introduits. C'est Peter Morgan qui a créé The Crown. Comme la série s'étale sur plusieurs décennies, les interprètes des principaux personnages, et notamment du trio au centre de l'intrigue, changent toutes les deux saisons. C'est Claire Foy qui joue la Reine dans les deux premières saisons, tandis que Matt Smith y joue le prince Philip et Vanessa Kirby la princesse Margaret, la sœur de la souveraine. Dans les troisième et quatrième saisons, Olivia Colman remplace Foy dans le rôle d'Elizabeth, tandis que Tobias Menzies est le nouveau prince Philip et qu'Helena Bonham Carter joue Margaret. Dans la quatrième saison à venir, Gillian Anderson prêter ses traits à Margaret Thatcher. Tom Byrne y sera le prince Andrew et Emma Corrin jouera une jeune Diana Spencer. Après le quatrième chapitre à venir de The Crown, les interprètes des principaux personnages changeront de nouveau, comme c'est le cas toutes les deux saisons depuis le début de la série. On savait déjà qu'Imelda Stanton jouera la Reine et que Lesley Manville incarnera Margaret. Mais on ne connaissait pas encore l'identité de celui qui allait compléter le trio au centre de l'intrigue de la série en jouant Philip dans les deux dernières saisons. Si la date de sortie exacte de la saison 5 de The Crown n'a pas encore été dévoilée, on sait qu'il faudra patienter avant de la voir puisqu'elle ne débarrera pas avant 2022. Mais en attendant, les fans pourront découvrir le quatrième chapitre à partir du 17 novembre prochain sur Netflix.

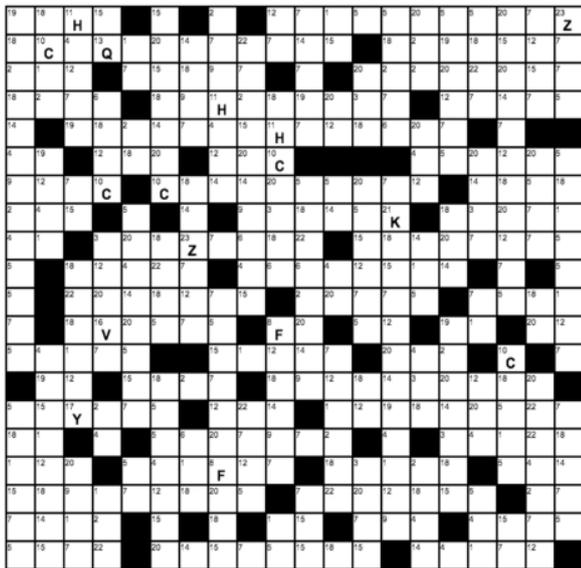
R.C

6 remakes coup de cœur des Journées de Carthage 1966/2019 seront produits

En prévision de la tenue, cet automne, de la 31ème édition des Journées Cinématographiques de Carthage (JCC), un appel à candidatures a été lancé au profit des producteurs de cinéma tunisiens afin de participer à un projet de production exécutive de 6 courts métrages. Ce projet placé sous le thème « Remake coup de cœur JCC 1966-2019 » est organisé en partenariat entre les JCC et le Centre National du Cinéma et de l'Image (CNCI) qui assurera le financement des projets retenus. Une fois sélectionnés, les participants auront 120 jours pour finaliser leurs projets à compter de la date de clôture de cet appel. Les films produits feront l'ouverture des JCC qui auront lieu du 7 au 12 novembre. Cette édition verra la tenue d'un forum, de réflexion et d'évaluation des JCC de 1966 à 2020, intitulé « Hier, aujourd'hui et demain ». Les préparatifs pour ce grand forum sont en cours dans le cadre de quatre panels réunissant les divers intervenants. Les dirigeants du festival ont fait savoir qu'en l'absence de la Compétition cette année, il y aura la projection des best of des JCC 1966/2019 et les films tunisiens Tanitès 1968/2019. Cependant, le festival gardera l'essentiel de sa programmation habituelle comme les projections en salles, les producer's network et les hommages.

R.C

Mots placés N° 26



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23
F C H Q V Y K Z

Insolite

Puy-de-Dôme : Mal orthographié pendant soixante ans, un village retrouve son véritable nom

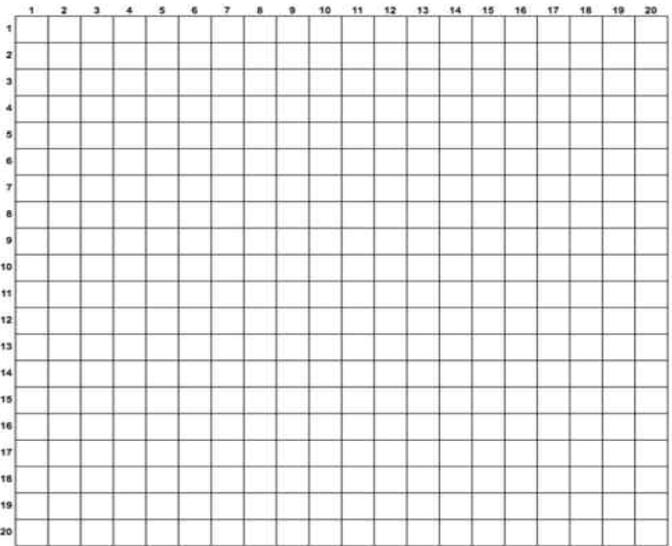
Après une longue bataille administrative, un village du Puy-de-Dôme a réussi à récupérer son véritable nom. À la fin des années 1950, le nom de cette commune est devenu « Villosanges », au lieu de Villossanges, rapporte La Montagne. Cette erreur orthographique a finalement pu être modifiée par un décret, pas moins de soixante ans plus tard.



pliqué le maire, Jean-Luc Chapelain. Selon toute vraisemblance, cette erreur aurait été causée par une faute de frappe administrative. Il aura fallu deux ans pour rétablir le nom de ce village. Une délibération en conseil municipal et une consultation des archives départementales, du conseil départemental, du préfet et du Premier ministre ont permis cette modification.

Bataille administrative de deux ans
« C'est bête comme chou, mais on est super contents ! On avait le sentiment désagréable que notre nom de famille était sans arrêt écorché », confie Laurent Battut, conseiller municipal de Villossanges. Pendant des années, les deux orthographes ont cohabité dans cette commune. « Les habitants s'appellent les Villossangeois, les panneaux de signalisation postés aux quatre coins de commune affichent fièrement leurs deux 's', le site de la mairie revendique lui aussi son vrai nom, et pourtant la commune s'orthographie officiellement Villosanges sur le site de l'Insee », a ex-

Grille muette N° 26



Horizontalement

1 Unité monétaire.- Terminerie dans de bonnes conditions.2 Lien douteux.- Gypse.3 Centre des pelures.- Niveau.- Sans arrêt.4 Ville d'Asie.- D'une dynastie musulmane de Tunisie.- Guides.5 Traitement médical.6 Fleuve.- Genre musical.- Cri mal orthographié.- Dieu égyptien.- 7 Européen.- Confectionne des objets en fibres végétales.- Recherche spatiale des USA.8 Fraction de terrain.- Sur la Vistule.- Il peut être déchantant.9 Alternative.- Tranquillisant.- Habitats misérables.10 Emanation.- Adapté.11 Tour de prières.- Unies.- Gourmand biblique.12 Habiles.- Dédain.- Parti politique russe.- Incurité.- Fin de verbe.13 Lieux sales.- Chambre.- La violer en sens contraire est condamnable.14 Brome.- Meurtri.- Donner plus de liberté.15 Manières particulières.- Sigle de résonance magnétique nucléaire.- Science des agglomérations. 16 Article.- Ferromanganèse pour fabriquer l'acier.- Assemblée d'un Etat.17 Canton suisse.- Sentit près du volcan.- Admira la vedette.- Tache de peau.18 Marquerais une information.- Principautés du golf Persique.- Article.19 Poisson à rebours.- Note.- Sujet conscient.- Enlevés.20 Transport de poids en sport.- Sans dernière volonté.- Ourdir.

Verticalement

1 Animaux fousseurs des plages.- Escroqués.2 Fond de parc.- Enveloppe verte.- Comblant.3 Péninsule désertique d'Egypte.- Pour lier.- Roi de Chypre et de Jérusalem.- Profonde cavité. 4 Consonnes de toque.- Terrain aménagé.- Coup en sport.- Saint.- Napoléon y triompha.5 Union européenne.- Article arabe.- Partisan d'un Etat d'Asie.- Pronom personnel.6 Paquebot coulé par un iceberg.- Concentration.- En accord.7 Préparation de crustacés (à la).- Station de sport d'hiver suisse.- Eut des relets.8 Une vraie poule.- Soumit.9 Brassage démographique divers (2 mots).- Vastes étendues.10 Note.- Par l'arrière : titre honorifique d'un sultan.- Forme une bordure.- Proviennent de nos ancêtres.11 Retourné : d'une couleur obscure.- Action de choix.- Au centre d'une bette.12 Ancienne note.- Fin de verbe.- Etain.- Diptongue.- Fauvette d'Australie à rebours.13 Montagne turque ou de Crète.- Base aérienne d'essais en vol.- Accusé de réception.- Régime écourté. 14 Enlevas la peau par l'arrière.- Ville de Russie où des exécutions eurent lieu.15 Affluent du Rhin.- Monarque renversé.- Comme Adam et Eve.- A l'envers : période de vie abrégée.- Dans l'Aisne.16 Hommes de main.- Département.- Renforçât.17 Langue des Lapons.- Couleux.- Chef-lieu de canton.- Avec Bravo c'est un fleuve des Rocheuses.- Argent.18 Pas toujours facile à suivre.- Avant belli acte hostile.- Règle double.19 Individu à rebours.- Orateur grec.- Particulièrement décontracté.- Sacrifier.20 Poissons.- Inventeur suisse d'instruments de physique.- Général portugais instigateur d'un coup d'Etat.

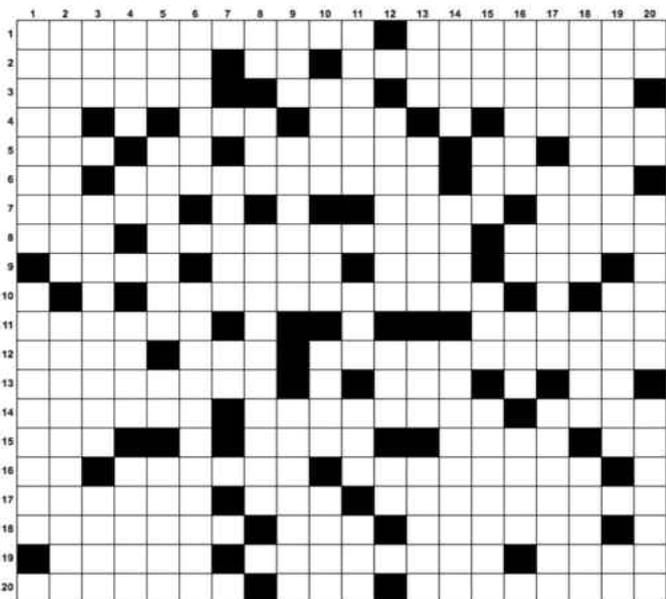
Mots croisés grille N° 28

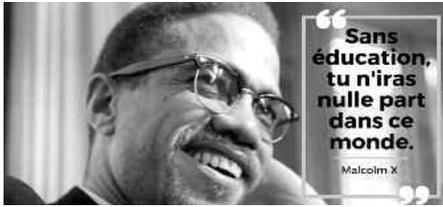
Horizontalement

1 Coupant.- Procure de fortes sensations.2 Instrument de pêche.- Olympique de foot.- Commune de Savoie.3 Architecte espagnol.- Inversé : propension à une vive hostilité.- Femmes aux rudes manières.4 Phonét. : aperçu.- Grimace.- Commune paysanne russe.- Crois.5 Vins blancs de ce chef-lieu.- Lettre grecque.- Variétés de silice pour la joaillerie.- Du verbe avoir.- Ornai au centre.6 Article arabe.- Très doucement.- Idéale.7 Exclama avec fougue.- Inversé : paille de seigle.- Cavité.8 En attente de grade supérieur.- Faute de langage.- Son domaine : la montagne pyrénéenne.9 Partisan d'un mouvement antisémite.- Siamois.- Planchette de relieur.- Direction.10 Pour mesurer les angles et azimuts.- En épéant : sucer.11 Enlevée le haut.- Brise de mer.12 Fleuve de l'Atlas.- Elève en physique.- Organes urticants d'invertébré aquatique.13 Retomba dans l'erreur.- Rivière qui descend.- Jubilé.14 Nommas chaque lettre.- Peuple d'Indonésie.- Rivière d'Auvergne.15 Résulte d'un dur labeur.- Noeud.- Unité monétaire.- Technétium.16 Police nazie.- Sarment.- Ecrivain français, officier de dragons.17 Château, musée de la Renaissance.- Artiste compositeur canadien.- Disposition.18 N'est plus en usage.- Période de brames.- Revêtement de chaussée.19 Les korrigans y sont présents.- Pour le fumeur.- Lettre grecque.20 Pièce de tissu d'appareil.- Transport express régional.- Assujettirai.

Verticalement

1 Calmant extrait du suc de laitue.- Reprends après fléchissement.2 Courte pente.- Faible clarté. 3 Fleuve de France.- Utile contre la fatigue.- Chef-lieu algérien de wilaya.4 Un pneu déséquilibré.- Inversé : mendicium.- Promenade publique.- Portant une empreinte déplaisante.5 Trompe.- Nomade de la mer Morte.- Renforce l'acquiescement.- Qualité d'exécution d'une oeuvre d'art.6 Ville de Suisse par l'arrière.- Couvrir de mortier.7 Document.- En épéant : prière à la Vierge. 8 Dépression du Soudan.- De bonne humeur.- Habitant d'un Etat d'Asie.9 Petit pour une femme.- Station de sports d'hiver d'un Etat voisin.- Manifestât l'indifférence.10 Masse.- Rivière étrangère.- Plaine du bas Rhône.- Poisson d'ornement.11 Dans l'archipel de la Société.- Fibre textile à partir de cette plante.- Par rapport à un point.- Luth.12 Gibier qui se posa après sa course.- Une des Cyclades.- Pour le dessinateur. 13 Transport rapide.- Astreint au règlement.- A gauche pour le charretier.- Assembler.14 Attraction foraine dès qu'il est grand.- Porte atteinte.- Se dit d'une odeur vanillée, épicée. 15 Transport Paris, banlieue.- Etendue du désert.- Il tranche dans la terre.- Proviend d'un dur labeur. 16 Ville d'Amérique du Sud.- Id est.- Chef-lieu de canton : Saint de l'Ecole.- Souvent consommé aux Antilles.17 Jeu à pièces emboîtables.- Soumis à discipline.- Commune des Alpes-Maritimes. 18 Fleuve d'un Etat voisin.- Apprécié en hiver.- Etreindre.19 Où Shakespeare situa l'action de Hamlet.- Sélectionnent en inversant.- Adjectif possessif.20 Note.- Société anonyme.- Divulgues.- M'emparai du meilleur d'un ensemble.





Sudoku n° 26

	2		8		5			
			6		1	3		
			9			8	6	
1				3	5	4		
	5		1	7		6		
	4	8	9					7
5	1			3				
	9		2		5			
	3		1			2		

ça s'est passé un...17 Aout

1988 : Mort du président pakistanais Zia dans l'explosion de son avion



Le 17, le président Zia Ul Haq, chef de l'État au pouvoir depuis son coup d'État de juillet 1977, disparaît dans l'explosion de son avion en plein vol, avec le chef d'état-major des armées et une vingtaine d'officiers supérieurs pakistanais, ainsi que l'ambassadeur américain Arnold Raphel et son attaché militaire. Le général Zia, pro-occidental et allié des Américains, soutenait fermement la résistance afghane. Il était accusé par l'Inde d'encourager le séparatisme sikh. Les autorités privilégient la thèse de l'attentat. Ghulam Ishaq Khan, président du Sénat, est chargé d'assurer l'intérim. Il proclame l'état d'urgence

et confirme que les élections générales prévues pour le 16 novembre seront maintenues. Benazir Bhutto, fille de l'ancien Premier ministre Ali Bhutto condamné à mort et pendu en 1979 par le général Zia, principale opposante au régime, déclare être prête à coopérer à un transfert de pouvoir dans le calme et le respect de la Constitution. Le 25, le général Aslam Beg, nouveau chef de l'armée, attribue la destruction de l'avion présidentiel à une « conspiration » étrangère. Il assure que l'armée n'a pas l'intention de prendre le pouvoir et qu'elle maintiendra l'ordre jusqu'aux élections de novembre.

ENIGME



LE TEMPS QUE VOUS NE SAVEZ PAS CE QUE JE SUIS, JE RESTE CE QUE JE SUIS, QUI SUIS-JE ?

le suis une énigme.

Mots Fléchés N° 25

Chien et minéral Amphibien et poêle	Oiseau et ascote Voleur	Un vrai supplice	Couleur de café	Rivière des Alpes Éminence jaune	Roi grec	Électrode	Fruit parfums sauvage Ouverture	Devant le toubib
Poisson et débit de boissons Vagabondage	Caride et outil Tira anglais	Pas acquis Explosif				Tulle creuse Carnivore et jouet Luths		Insectivore et nettoie la cheminée
Siffle la partie					Noire parfois Valée			Poisson et coiffeur
Ville des Pays-Bas			Poisson d'eau douce Celui du tambour	Peigne Celui du tambour			Se rend en parlant Pronom Cétacé et soldat	
Veille sur le monde Métal		Oiseau et nez Voïcan				Désagréable		
	Ferrure Reptile et scie	Baune Enlève	Serpent et rouleau de plumes Rivière		Un type Époux Enrimage			
Oiseaux et agents de police Ancienne région de Judée					Sédiments bretons		Tamis Héros des âges farouches	
Luth d'Asie Insecte et jeu				Hurla	Temps de course Agent de faison			
		Point culminant Message			Juriste français Crier dans les bois			Oiseau et bruit Salamandre et démon
Pièce de harnais			Décevoir à nouveau					
Fromage Monnaie			Dans le vent Agent pathogène		Décollés Femelles de rongeurs			
	Épée gauloise Difficile					Mine	Masure jeune Heure de repas	
Rapaces et filets Oiseau et voiture		Peuple du Libéria		Ville allemande	Point de saignée		Noire ou rouge Garçon d'écurie	
						Genre de Mahomet Connu		Indéfini
Poissons et hommes d'affaires	Déchets hospitaliers				Grand poisson et épée Tissu traité			

MYSTÈRE d'HISTOIRE

L'homme au masque de fer : le plus mystérieux des prisonniers

L'homme au masque de fer est l'un des prisonniers les plus célèbres de l'histoire. Le mystère qui entoure son existence, alimenté par les différents films et romans dont il a fait l'objet n'a cessé d'exciter les imaginations. On ignore pourtant encore, plus de 300 ans après sa mort, l'identité véritable de celui qui est devenu célèbre sous le nom de l'Homme au masque de fer.

Ce que l'on sait, c'est qu'en 1679, un homme est emprisonné, on ne sait pour quoi, dans le château d'If, sur l'archipel du Frioul, près de Marseille, en France. En 1698, cet homme est transféré à la Bastille où il mourra en 1703. Personne n'a jamais vu son visage, car il était recouvert d'un masque de velours aux articulations de métal. Un aristocrate anglais? Le fils de Louis XIV? Son jumeau? Molière? D'Artagnan? Un amant de la reine? Ou encore Nicolas Fouquet, l'ancien surintendant du Roi? Toutes les hypothèses sont possibles et



leurs contraires aussi. Certains croient même que l'homme n'aurait été qu'un personnage inventé par Voltaire pour discrediter l'absolutisme monarchique d'alors. Le célèbre inconnu a été enterré sous le nom de Marchiali, ce qui ne nous avance guère.

harades

C'est un endroit où l'on sert des boissons alcoolisées. Conjonction de la même famille que : qui, quoi. mon tout est un petit bateau à rames ou à moteur.

(Bar-que-seau-lait-ère)
Barque solitaire

La moudjahida Ratoul Ghanou n'est plus

La moudjahida Ratoul Ghanou est décédée hier à son domicile familial à Lardjam (Tissemsilt) à l'âge de 92 ans des suites d'une longue maladie et inhumée après la prière du Dohr, a-t-on appris auprès du musée du moudjahid de la wilaya. Née en 1928 dans la commune de Lardjam, la défunte rejoignit les rangs de l'ALN en 1957 dans la région de l'Ouarsenis. La moudjahida a été inhumée après la prière du Dohr au cimetière du douar Houabi, à Lardjam.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:29	12:45	16:43	19:42	21:18

Météo

Alger	●	31	Tizi Ouzou	☁	33
Tiaret	●	32	Béjaïa	●	30
Constantine	●	32	Oran	☁	30

VFS GLOBAL

Réception des demandes de visa d'entrée en France, dès le 2 septembre

Le centre «VFS Global», spécialisé dans l'octroi de visas d'entrée en France, a annoncé hier qu'il rouvrirait ses portes à partir du 2 septembre. Dans un communiqué, le centre «VFS Global» a indiqué qu'il recevra à nouveau les demandes de visas d'entrée des Algériens en France pour du tourisme, après avoir été suspendu



en raison de la pandémie du Coronavirus. Le centre «VFS Global» a précisé que la réception des demandes de visa débutera à partir du 2 septembre et en semaine du dimanche au mercredi de huit heures du matin à midi.

En ce qui concerne le retrait des passeports, le centre a confirmé que ses portes sont ouvertes à partir de la date indiquée et tous les jours de la semaine du dimanche au jeudi de 8h00 à 12h30.

Trump va "jeter un oeil" sur une événementielle grâce de Snowden

Le président américain Donald Trump va "jeter un oeil" sur une possible grâce d'Edward Snowden, ancien employé du renseignement américain inculpé pour espionnage, a-t-il fait savoir samedi. "Beaucoup de gens pensent qu'il devrait être traité différemment et d'autres gens pensent qu'il a fait des choses très mauvaises", a déclaré le président, interrogé au cours d'une confé-

rence de presse dans le New Jersey (est) sur l'éventualité d'une grâce de Snowden. "Je vais y jeter un oeil très sérieusement" a-t-il ajouté. Edward Snowden, souvent considéré comme un lanceur d'alerte, est un ancien employé de la CIA et ex-contractuel de l'agence de renseignement NSA exilé en Russie depuis qu'il a dénoncé en 2013 la surveillance massive des communications et d'internet dans son pays. L'ancien informaticien est inculpé au pénal aux Etats-Unis d'espionnage et de vol de secrets d'Etat. Il encourt jusqu'à 30 ans de prison. Pendant la campagne présidentielle de 2016, Donald Trump avait qualifié Snowden de "traître total" et avait promis de "le traiter durement" s'il était élu.

TIZI-OUZOU

Arrestation d'un groupe spécialisé dans le trafic de stupéfiants

Un groupe spécialisé dans le trafic de stupéfiants a été démantelé et une quantité de 5,572 kg de kif traité a été saisie par les services de la sûreté de la wilaya de Tizi-Ouzou, a indiqué hier le lieutenant de police de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) Kaci Mahmoudi. Agissant sur renseignements, les éléments de la BRI ont procédé dans un premier temps à l'identification d'un membre de ce groupe qui a été interpellé le 07 août à Mkira, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, et la récupération d'une quantité de 2,772 kg de kif traité. Les informations obtenues auprès de ce premier membre mis en cause ont permis d'arrêter les

quatre autres de ce groupe originaires de Tizi-Ouzou, Tindouf et un étranger détenteur de la nationalité algérienne, a-t-il précisé, dans une déclaration à la presse. L'opération a également permis la saisie de deux véhicules touristiques et de cinq téléphones portables utilisés dans ce trafic ainsi que 201 500 dinars, revenus de la vente de cette drogue, a ajouté le lieutenant, Mahmoudi. Les membres de ce réseau, âgés entre 25 et 30 ans, ont été présentés hier devant le procureur de la République près le tribunal de Draa El Mizan, pour les chefs d'accusation "association de malfaiteurs" et "possession de stupéfiants à des fins de commercialisation", a-t-il ajouté.

COVID-19

Plus de 30 pays ont rapporté plus de 1 000 cas au quotidien



Plus de 30 pays ont rapporté un bilan quotidien de cas de COVID-19 supérieur à 1.000, selon un rapport publié samedi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Parmi ces pays, quatre étaient en tête de liste avec plus de 10 000 nouveaux cas quotidiens, selon les données transmises à l'OMS par les autorités nationales en date de samedi à 8h GMT. L'Inde a rapporté 65 002 nouveaux cas en

un jour, suivie par le Brésil avec 60 091 cas, les Etats-Unis avec 52 799 cas et la Colombie avec 11 286 cas. Les pays comptant entre 1 000 et 10 000 cas se trouvent principalement en Amérique latine, en Europe et en Asie. Le Pérou a enregistré 9 441 nouveaux cas et l'Argentine en a rapporté 7 498. Le bilan quotidien du Mexique a compté 7 371 cas, suivi par le Chili avec 2 077 cas, La Bolivie avec 1 388 cas, la République dominicaine avec 1 354 cas, le Venezuela avec 1 281 cas, le Guatemala avec 1 144 cas, le Costa Rica avec 1 072 cas, le Panama avec 1 069 cas et l'Equateur avec 1 066 cas. En Europe, l'Espagne a rapporté 5 479 nouvelles infections quotidiennes alors que ce chiffre en Russie s'élevait à 5 061. La France a enregistré 2 667 cas en un jour, suivie par l'Ukraine avec 1 847 nou-

veaux cas quotidiens, le Royaume-Uni avec 1 440 cas ainsi que l'Allemagne et la Roumanie avec le même nombre, 1 415. En Asie, les Philippines ont rapporté 6 134 nouveaux cas quotidiens. L'Irak a enregistré 4 013 nouveaux cas, tandis que l'Iran en a rapporté 2 501. Les nouveaux cas d'infections quotidiens au Bangladesh ont atteint 2 766, viennent ensuite l'Indonésie avec 2 307 cas, le Kazakhstan avec 1 847 cas, l'Arabie saoudite avec 1 383 cas, le Japon avec 1 360 cas et la Turquie avec 1 226 cas. En Afrique, l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Ethiopie ont été les seuls pays à rapporter un total de cas quotidiens entre 1 000 et 10 000, avec 6 275, 1 306 et 1 038 nouveaux cas quotidiens respectivement, selon l'agence onusienne.

THÉÂTRE

Le directeur du théâtre régional de Constantine, Farid Boukrouma, n'est plus

La secousse tellurique, enregistrée, hier à Bethioua, (Est d'Oran), n'a engendré aucune perte humaine ni dégât matériel, a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de wilaya de la protection civile. Le capitaine Abdelkader Bellala a précisé que "dès l'alerte donnée, les éléments de la protection civile de Bethioua, renforcés par ceux d'Oran, ont organisé une opération pour constater la situation dans cette localité se trouvant à proximité d'une importante zone industrielle et parer à toute éventua-

lité". "Aucun perte humaine ou dégât matériel n'a été constaté suite à cette secousse que de nombreux citoyens n'ont même pas ressentie", a-t-il ajouté. La secousse tellurique d'une magnitude de 3,4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, hier à 9h18 à Bethioua, dans la wilaya d'Oran, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). Son épicercentré a été localisé à 10 km au sud-est de Bethioua, a précisé le même établissement dans un communiqué, rappelle-t-on.

YÉMEN

Un dentiste tué par des terroristes d'Al-Qaïda

Un dentiste a été tué par des terroristes d'Al-Qaïda au Yémen, a indiqué hier un responsable local. Le dentiste a été tué samedi à Soma, un district de la province d'Al-Baïda dans le centre du pays en guerre, a précisé ce responsable provincial cité par des agences. Le corps du dentiste, Muthar al-Yousoufi, a été suspendu à un mur du centre de santé où il avait sa clinique, a-t-il précisé. Les éléments d'Al Qaïda gardent une présence dans la province d'Al-Baïda, contrôlée par le gouvernement, après avoir été chassés des positions qu'ils occupaient dans le sud et l'est du pays, a ajouté le même responsable. Ils ont mené ces dernières années des attaques au Yémen visant notamment les forces du gouvernement yéménite.

TIZI-OUZOU

Un mort dans un accident de moto

Un homme âgé d'une trentaine d'années est mort dans un accident de moto survenu hier à Bouzeguène, à 70 km au sud-est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des sources hospitalières. La victime, qui était grièvement blessée, a été évacuée par les éléments de la protection civile à l'hôpital d'Azazga dans un état critique. Prise en charge en urgence, elle a succombé à ses blessures, a-t-on ajouté de même source. Revenant sur les circonstances de ce drame routier, le chargé de communication de la protection civile, le

capitaine Kamel Bouchakour a indiqué à l'APS que l'accident a eu lieu vers 01H00 (du matin) lorsque le conducteur de la moto a percuté un mur à Bouzeguène. Par ailleurs, ce même responsable a indiqué que jeudi dernier, les éléments de la protection civile ont intervenu pour un accident mortel qui s'est produit dans la commune de Souk El Tenine, à hauteur du village Fekrane, suite au dérapage suivi d'un renversement vers une habitation en construction d'un véhicule léger, ayant causé la mort, sur le coup, d'un homme âgé de 45 ans.

NÉPAL

Un glissement de terrain a fait 19 morts

Un glissement de terrain dans un village du centre du Népal a fait 19 morts vendredi, selon un nouveau bilan établi hier par la police, qui perdait espoir de retrouver des survivants parmi les 19 autres personnes toujours portées disparues. Une coulée de boue et de pierres s'est abattue tôt vendredi sur un village de montagne isolé du district de Sindhupalchowk, au nord-est de la capitale Katmandou. Onze corps ont été retrouvés et 27 personnes étaient portées disparues. La coulée a bloqué les routes, les

autorités ont eu recours à des hélicoptères pour accéder au site. Huit victimes supplémentaires ont été retrouvées depuis. "Les recherches sont toujours en cours mais nous perdons espoir de retrouver vivants les (19) disparus", a déclaré un responsable de la police locale, Madhav Kafle. Depuis le début de la mousson mi-juin, des glissements de terrain et inondations ont causé la mort de plus de 200 personnes au Népal, 75 autres étant portées disparues, selon le ministère de l'Intérieur.